

Histoire(s)
de l'anarchisme,
des anarchistes,
et de leurs foutues idées
au fil de 150 ans
du Libertaire et
du Monde Libertaire

Des origines à 1914
(volume un)

Éditions du Monde Libertaire (Paris)
Éditions Alternative Libertaire (Bruxelles)

Pas de © - reproduction libre en citant la source

Éditions du Monde Libertaire
145 rue Amelot, 75011 Paris, France
Éditions Alternative Libertaire
Boite postale 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles, Belgique

Note des éditeurs

Il faut que le hasard

renverse la fourmi

pour qu'elle voie le ciel

C'est un fait, l'idéal libertaire et le mouvement du même nom suscitent un intérêt croissant dans des milieux de plus en plus larges.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner outre mesure, tant il est vrai que l'implosion de l'escroquerie marxisto-goulaguesque, le libéralisme-social des socialistes rose bonbon, la course à la respectabilité des schadoks trotskistes, les compromissions de nos écolos réalistes... et l'intolérable brutalité d'un capitalisme toujours plus cannibale ne laissent plus guère le choix, à la révolte, que celui du dernier rêve encore coté à la grande bourse de l'espoir : la révolution sociale libertaire.

Aussi, c'est de plus en plus nombreux(ses) que les damné(e)s de la terre qui refusent de chausser les pauvres galoches de la résignation viennent frapper à notre porte. S'enquérir de ce qu'il en est de l'anarchisme, de son histoire et de ses propositions.

Face à la demande d'information, de formation et d'adhésion, il nous a semblé utile de retracer, en une dizaine de brochures, la grande saga de ces increvables anarchistes qui, depuis un siècle et demi, s'acharnent à brandir, haut et clair, le drapeau d'un socialisme sans dieu, sans maître, sans patron, sans État... conjuguant, au temps présent, l'égalité et la liberté.

Depuis bientôt un demi-siècle, Le Monde Libertaire (successeur direct du Libertaire de Louise Michel et de Sébastien Faure qui avait ouvert le bal à la fin du siècle dernier) écrit les pages de cette ambitieuse aventure en lettres de feu.

De la Première Internationale aux luttes de cette dernière décennie en passant par la Commune de Paris, l'Internationale antiautoritaire, les grands congrès anarchistes, les martyrs de Chicago, les bombes de la propagande par le fait, la naissance et l'épopée du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme, l'éducation libertaire, la révolution mexicaine, russe, espagnole... les révoltés de Kronstadt, les insurgés de l'Ukraine maknoviste, les collectifs agricoles aragonaises, le peuple libertaire espagnol en armes, Mai 68, la renaissance du mouvement libertaire de ces dernières années... tout y est, ou presque. Tout y est, avec de grandes signatures du mouvement ouvrier de ces cent cinquante dernières années. Avec toujours (par delà le temps et les dates) ces mêmes foutues idées qui nous animent encore aujourd'hui.

Un siècle et demi d'histoire, un siècle et demi de l'histoire anarchiste, un siècle et demi de combats de tous les instants contre tous les intolérables, un siècle et demi de rigueur et d'intransigeance, un siècle et demi de luttes pathétiques contre le capitalisme, les Églises, les militarismes, les États et tous les fossoyeurs du grand rêve émancipateur d'une société de liberté, d'égalité, d'entraide, d'autogestion... tout de suite, ici et maintenant.

C'est peu dire que les cartouches ne manquent pas et que tous ceux et toutes celles qui recherchent des munitions pour les fusils de la révolte et de l'espoir, qu'ils ont décidé de tirer des râteliers de la résignation, devraient trouver leur bonheur dans cet arsenal de la mémoire que notre obsession de l'instant et notre regard planté dans les étoiles de l'avenir ont failli laisser en jachère.

Merci, donc, aux camarades du Groupe Louise Michel de la Fédération Anarchiste Francophone pour ce travail de recherche, de sélection et de mise en forme d'articles extraits de cette formidable mine qu'est Le Monde Libertaire.

Ces brochures ne nous offrent rien de moins que le bonheur d'un autre futur au petit prix d'un autre présent.

Nous avons failli être, nous pouvons être... voulons-nous être ?

Et dire que nous aurions pu passer à côté de cela !

Pour les Éditions du Monde Libertaire, Jean Marc Raynaud
Pour les Éditions Alternative Libertaire, Roger Noël, dit Babar

LA COMMUNE DE PARIS

Maurice Joyeux

De multiples organisations politiques ou humanitaires s'apprêtent à commémorer la Commune de Paris. Ces soixante-douze journées marquèrent la fin d'une époque qui fut celle des insurrections de caractère sentimental où la justice, le droit et la liberté eurent une part prépondérante et en verront naître une autre qui se voudra économique, rationnelle, scientifique. Et même si, avant la Commune, Proudhon et Marx avaient déjà jeté les bases du mouvement révolutionnaire moderne, même si les réflexes sentimentaux et romanesques n'ont pas complètement disparu de nos jours, on peut prétendre que née d'une liesse quarante-huitarde que dominèrent le tumulte, le débrailé et la barricade, la Commune s'achèvera dans une tentative d'organisation rationnelle de la société et par une tuerie qui serait la préface aux affrontements révolutionnaires modernes.

On connaît mal la Commune. Les hommes qui se réclament d'elle se bornent à populariser ceux de ses aspects qui coïncident avec leurs intérêts ou leur préoccupation politique du moment. Trop souvent, on prétend y voir l'aboutissement de desseins longuement médités, de réflexions théoriques mûries. Ce n'est pas vrai ! Et il n'est pas souhaitable que les anarchistes emboîtent le pas à des partis politiques qui se livrent à une démagogie effrénée et qui prétendent l'accaparer, car, en dehors de quelques avantages momentanés qu'une telle attitude procure, on risque d'ignorer les grandes leçons qui se dégagent de la Commune et qui justement tiennent à son caractère hybride, aux improvisations parfois géniales auxquelles il fallut recourir pour organiser la grande ville, aux ajustements parfois laborieux de théories contradictoires, alors que naît une économie nouvelle qui bouleversera la société romantique. Et justement sur un palier différent, bien entendu, les classifications politiques et idéologiques comme les mutations économiques de notre époque sont similaires à celles qui secouèrent la fin du Second Empire. Nous vivons, comme les Communards, une époque charnière, et plutôt que de ramener à soi ce qui appartient au passé, il est préférable de l'examiner objectivement afin d'en tirer les leçons profitables pour notre mouvement anarchiste.

Les hommes qui firent la Commune

L'insurrection du 18 mars est née en marge des organisations révolutionnaires, même si certains militants ouvriers y prirent part. Les blanquistes sont désorganisés par l'emprisonnement de leurs chefs. Les hommes de l'Internationale restent dans l'expectative. Seul ce qui reste du jacobinisme quarante-huitard sera mêlé à travers le Comité central à l'insurrection. C'est son esprit qui anime la garde nationale. Les manifestations périodiques qui, depuis la chute de l'Empire, se succèdent et qui ont décapité le mouvement ouvrier et révolutionnaire ont donné aux Jacobins l'occasion d'une revanche contre cette bourgeoisie libérale qui, après avoir été au pouvoir sous Louis-Philippe, pendant la II^e République et sous le Second Empire, s'apprête à confisquer la République. Derrière Félix Pyat, Delescluze, Flourens et quelques autres, ils livrent une lutte sans merci à la République des Jules : Jules Simon, Jules Ferry, Jules Favre, etc.

Au cours de ces journées de mars décisives, qui précèdent l'insurrection, la garde nationale a pris conscience de sa force. Deux proclamations ont donné sa mesure ; la première déclare : La garde nationale ne reconnaît pour chefs que ses élus ; la seconde : La garde nationale proteste contre toute tentative de désarmement et déclare qu'elle y résistera au besoin par les armes.

L'instrument est en place. Pourtant l'émeute viendra de la rue. Louise Michel nous a laissé un vivant récit de ces heures tragiques. Thiers a décidé de faire enlever les canons entreposés à Montmartre. L'alarme est donnée. Le comité de vigilance se réunit. Mais écoutons la bonne Louise : Dans l'aube qui se levait on entendait le tocsin ; nous montions au pas de charge, sachant qu'au sommet il y avait une armée rangée en bataille. Nous pensions mourir pour la liberté.

On était comme soulevés de terre. Nous morts, Paris se fût levé. Les foules à certaines heures sont l'avant-garde de l'océan humain.

La butte était enveloppée d'une lumière blanche, une aube splendide de délivrance.

La troupe fraternise avec le peuple, l'insurrection gagne Paris quartier par quartier, surprenant à la fois le gouvernement et le Comité central. Ce n'est que le soir que les membres du Comité central se décideront à passer à l'attaque et à occuper toute la ville alors que Thiers et le gouvernement fuient vers Versailles.

Ces hommes, qui vont s'emparer de la ville, viennent de tous les horizons. Ils appartiennent à la petite bourgeoisie, à l'artisanat, au monde ouvrier alors à sa naissance. On ne trouve pas encore de militant ouvrier connu parmi eux en dehors de Varlin et de Pindy et quelques blanquistes, tels Ranvier, Brunel ou Eudes. Les grands noms sont soit en prison, soit en fuite, soit dans l'expectative.

Le soir du 18 mars, le Comité central de la garde nationale, qui a chassé l'État et s'est emparé du pouvoir, prendra le chemin de l'Hôtel de Ville qui est chemin traditionnel où les révolutions de Paris trouvent leur consécration !

Les causes de la commune

Cette journée du 18 mars fut une journée réussie parmi d'autres qui ont auparavant échoué sans qu'on puisse bien clairement en expliquer les raisons, tant leur mécanisme fut le même avec leur part d'improvisations tardives, de préparation sérieuse et de chance. Mais, par contre, les causes de ce climat d'insurrection existaient en permanence depuis le coup d'État. La guerre, la défaite et le siège leur avaient conféré un caractère encore plus aigu.

Mais quelles sont donc les causes profondes de ce climat qui, à partir du 4 septembre 1870, jour où fut proclamée la déchéance de l'Empire et l'avènement de la IIIe République, suscita de nombreuses insurrections dont celle du 18 mars fut le couronnement "heureux" ?

On peut, parmi d'autres, définir trois causes qui, d'ailleurs, coïncideront avec les trois grandes tendances politiques de la Commune : le patriotisme, le fédéralisme, le social, et, s'il est vrai qu'en gros cela correspondait à des tendances du jacobinisme, du blanquisme et du proudhonisme, on aurait tort de croire que chez chacun des participants ces tendances seront nettement tranchées ; et c'est Lefrançais, qui appartient à l'Internationale, et qui, après la Commune, entretiendra des relations suivies avec l'Internationale antiautoritaire de Saint-Imier qui nous apprend : Le dégoût et l'indignation produits par l'ignoble conduite de la prétendue "défense nationale" durant le premier siège de Paris fut certainement la principale cause de la Commune.

Et il n'y a rien d'étonnant pour tous ceux qui se refusent à voir la Commune avec d'autres yeux que ceux de l'époque. L'esprit de la première révolution française est encore puissant parmi le peuple parisien qui a un goût prononcé pour porter chez les autres la liberté à la pointe des baïonnettes. Le pacifisme révolutionnaire amorcé par Proudhon dans un discours retentissant à l'Assemblée nationale, en quarante-huit, pour s'opposer à l'expédition de Pologne et la magnifique adresse de la section française de l'Internationale aux peuples en guerre n'ont pas encore pénétré profondément le petit peuple cocardier et chauvin, et le faubourg qui vit son rêve des victoires de 93, pousse d'abord à la guerre puis à la résistance. Jules Vallès nous raconte dans L'Insurgé comment il sera comique victime de cet état d'esprit.

Le deuxième facteur, une des causes principales de la Commune fut l'esprit fédéraliste communaliste, si l'on veut. Les autres, nous dit Eugène Pottier, voulaient que Paris nommant les municipalités, fût en possession de lui-même comme le sont les grandes villes des États-Unis. Mais deux autres sentiments puissants vont pousser le peuple de Paris vers le fédéralisme. Le premier, c'est le climat suscité par le siège, où, isolés du pays et du gouvernement qui prépare la capitulation, les Parisiens ont pris l'habitude de se considérer comme seuls à faire face à tous les problèmes que leur posait la lutte. Ce qui se traduira par une organisation administrative des arrondissements et la création de la garde nationale. Enfin, le second, c'est l'esprit même du mouvement ouvrier interprété par la section française de l'Internationale et qui est dominé par les théories économiques de Proudhon.

La troisième cause de la Commune c'est, nous dit Félix Pyat, un autre acteur de ce drame : La révolte prolétaire contre le capital, et, là encore, si les internationalistes armés par leur congrès paraissent les représentants les plus qualifiés des travailleurs et si ce sont eux qui, effectivement, prendront en main l'organisation économique, laissant aux jacobins la défense et aux blanquistes la police intérieure, le miracle de la lutte au coude à coude, qui ne rapprochera jamais tout à fait les trois courants et qui donnera naissance à un homme révolutionnaire nouveau pour qui le fédéralisme sera l'élément de base.

Pierre-Joseph Proudhon
Proudhon et Blanqui

Il est vrai que les hommes qui vont faire la Commune venaient d'horizons différents. Il est vrai que les causes de la Commune furent multiples. Il est vrai qu'à côté de militants chevronnés et connus, les élections enverront siéger sur ses bancs des inconnus et que, par conséquent le caractère créateur des refus et des choix spontanés joua un rôle important et pas toujours heureux, d'ailleurs. Mais sitôt après les élections, lorsqu'il fut alors indispensable de construire et de se défendre, c'est l'esprit de deux grands absents qui va dominer la Commune : celui de Proudhon, mort en 1865, celui Blanqui emprisonné au fort du Hâ.

Ce sont des hommes comme Jourde, Varlin, Theisz, Lefrançais, Langevin, Benoît Malon qui vont faire vivre et organiser la ville, et, il faut lire et chaque révolutionnaire devrait lire dans le Journal officiel de la Commune ces séances de travail laborieuses où le sérieux a pris la place des fiestas romantiques. Il faut lire l'affiche placardée par l'Internationale où après avoir affirmé : L'indépendance de la Commune est le gage d'un contrat dont les clauses librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale qu'elle définissait dans un programme d'action où l'on sent à chaque instant la présence de Proudhon.

La commission militaire, par contre, où siègera seulement un internationaliste proudhonien, sera composée de jacobins et de blanquistes : Flourens, Bergeret, Ranvier, Eudes, Duval, etc. Et lorsque la situation militaire s'aggravera, le fossé se creusera entre les deux dominantes de la Commune pour éclater lors de la création d'un Comité de "Salut public", réminiscence des grandes heures de quatre-vingt-treize. Les jacobins et les blanquistes l'emporteront et les internationalistes de tendance anarchiste se retireront. Au cours de la séance orageuse, le blanquiste Pyat et l'internationaliste Benoît Malon s'opposeront violemment et la polémique se continuera à travers le Cri du Peuple de Jules Vallès et le Vengeur d'Eudes.

La proclamation de la minorité contre la constitution d'un Comité de Salut Public restera éternellement vraie pour les anarchistes.

Considérant que l'institution d'un Comité de Salut de public aura pour effet essentiel de créer un pouvoir dictatorial qui n'ajoutera aucune force à la Commune,

Attendu que cette institution serait en opposition formelle avec les aspirations politiques de la masse électorale dont la Commune est la représentation,

Attendu en conséquence que la création de toute dictature par la Commune serait de la part de celle-ci une véritable usurpation de la souveraineté du peuple, nous votons contre !

Andrieu, Langevin, Odtyn, Vermorel, V. Clement, Theisz, Serrailier, Avrial, Malon, Lefrançais, Courbet, Girardin, Clémence, Arnoult, Beslay, Vallès, Jourde, Varlin. Nous retrouverons au bas de ce texte le nom de tous les internationalistes, excepté celui de Frankel qui est le seul marxiste et qui se joindra aux blanquistes et aux jacobins, et il suffit de regarder les noms des hommes qui formeront le Comité de Salut public pour constater qu'à travers les épreuves de la Commune sont nées les deux expressions différentes du socialisme qui vont marquer le mouvement ouvrier moderne. Parmi ces noms on retrouve ceux de Ferré, de Frankel, de Pyat, de Delescluze, d'Eudes, de Billioray, de Dupont, de Rigault, de Ranvier, de Vaillant.

Les anarchistes et la Commune de Paris

Même si leur contenu actuel est notoirement différent de ce qu'il fut alors, on peut dire que la Commune de Paris a marqué l'anarchisme, le socialisme révolutionnaire et le syndicalisme alors à leurs débuts. Seul le jacobinisme ne tirera aucun profit de l'aventure sanglante de ces dix semaines. Trop des siens se trouvaient sous le visage de conciliateurs dans le camp des Versaillais, et loin d'être vivifié par la grande aventure révolutionnaire, il sombrera dans un parlementarisme abêtissant avant de devenir le parti radical, père nourricier de toutes les combines équivoques.

Le marxisme, lui, n'aura aucune influence sur la Commune. Marx, qui méprise les ouvriers parisiens et spécialement les membres de l'Internationale, les a pendant la guerre abreuvés d'insultes et s'est réjoui de la victoire du militarisme allemand. Certes, après l'écrasement, il s'apercevra de la popularité de la révolution parisienne et il se rattrapera dans un livre : La Guerre civile en France, probablement le meilleur de ses ouvrages où il justifiera la Commune et les internationalistes, pas pour longtemps d'ailleurs, car le naturel reprenant le dessus il tonnera contre son gendre Charles Longuet, un communard, qu'il accusera d'être resté un proudhonien impénitent. Il est vrai qu'il fera à son autre gendre Lafargue un autre reproche : celui d'être resté un blanquiste.

Proudhon a donné au mouvement anarchiste une doctrine économique. Les hommes de l'Internationale feront passer cette doctrine dans des réalités concrètes. Bakounine avait marqué l'Internationale qui avait ajusté l'économie proudhonienne sur les méthodes de lutte de classe. Cependant, il n'aura guère d'influence sur le déroulement des événements, excepté en province et plus spécialement à Lyon, et paradoxalement c'est plus tard que les effets de la Commune se feront sentir au sein du communisme libertaire.

Mais dans les luttes qui précéderont la Commune, comme pendant les journées révolutionnaires, des hommes comme Élisée et Élie Reclus, comme Paul Robin, des femmes comme Louise Michel, comme Andrée Léo feront leur apprentissage et seront à la base du renouveau de l'anarchie quelques années plus tard.

Les hommes de la Commune sentent confusément la vérité, leur vérité, qui se révèle en eux. Après la Semaine sanglante, en exil à Londres, à Bruxelles, à Genève, ils vont réfléchir, analyser ce que furent les moyens et les buts de la Commune de Paris. Et c'est de ces réflexions que sortira le grand schisme de l'Internationale à La Haye et, extraordinaire coïncidence, l'éclatement de la Première Internationale suivra étrangement la courbe de celui de la Commune et les hommes qui avaient refusé le Comité de Salut public rejeteront Marx et rejoindront la Fédération jurassienne pour former l'Internationale anti-autoritaire. Il suffit de rappeler ici certains noms pour voir toute l'importance de la Commune et de la section française de l'Internationale dans la formation du mouvement anarchiste moderne. Je cite au hasard : Serrailier, B. Malon, Lefrançais, Jourde, Avrial, Courbet, Pindy, Vesinier, Vermorel, auxquels viendront s'ajouter : Guillaume, Kropotkine, Louise Michel, Paul Robin, Élisée Reclus, Malatesta et beaucoup d'autres.

Les internationalistes qui firent la Commune furent proudhoniens. Après la Commune, sous l'influence de Bakounine, ils fonderont la Première internationale anarcho-syndicaliste d'où sortira le mouvement anarchiste moderne.

La Commune dans l'histoire

Il est délicat de porter un jugement sur la Commune, encore que ce soit avec les dates et les grands hommes le travail "important des historiens". De toute façon, on ne peut pas détacher la Commune de son contexte politique et social dont j'ai essayé de mettre en relief quelques aspects importants pour les anarchistes.

Disons que ce qui domine la Commune de Paris comme, d'ailleurs, le mouvement ouvrier révolutionnaire de cette moitié de siècle, c'est la confusion et la naïveté.

La confusion est due à ce brassage économique profond qui, en marge des luttes politiques, bouleverse l'économie et s'apprête à créer un homme différent à travers un clivage entre des classes nouvelles. Le patriotisme, le socialisme utopique, le chartisme, le syndicalisme, l'anarchisme à travers Proudhon et Bakounine, le christianisme social, le classicisme dans les lettres et les arts, le romantisme, ce qui n'est pas tout à fait hier et qui n'est pas encore aujourd'hui, se mêlent profondément en s'entrechoquant. Époque charnière difficilement analysable où le caractère des hommes qui se forme influe directement sur la marche des choses.

La naïveté est justement la preuve que, dans la balance, le tumulte des sentiments l'emporte encore sur la froide analyse des réalités. Les hommes se grisent de phrases où le bon droit, la justice, la loi l'emportent sur les réalités concrètes. Rien ne pouvait encourager un esprit froid à se lancer dans l'aventure, et cette vieille canaille de Marx l'avait bien compris qui conseillait à ses amis de rester tranquillement fidèles à la "République des Jules" du 4 septembre. La campagne était réactionnaire, une armée ennemie campait aux portes de Paris, la bourgeoisie d'affaires qui avait fui possédait tous les rouages économiques dans ses blanches mains, les libéraux, effrayés, se retiraient à Versailles, justifiant la trahison d'une fraction importante de la population parisienne, les intellectuels de gauche avaient (déjà) déserté, les militaires avaient suivi, les fonctionnaires aussi. Non, rien, vraiment, ne pouvait engager un esprit logique dans Paris révolutionnaire. Pourtant, et il suffit d'avoir lu leurs proclamations pour en être intimement persuadé : les hommes de la Commune ont vraiment cru possible leur victoire. Oui ! Ils furent naïfs ! Et finalement, ils eurent raison car, contre toute évidence, la victoire eût été possible si, au lieu de tomber dès les premières heures sur un alcoolique à moitié fou, le colonel Langlois, ils avaient placé à la tête de la garde nationale un homme énergique qui, dans la nuit, eût enlevé les forts, pris Versailles et enfermé M. Thiers.

Naturellement, on ne refait pas l'Histoire, on profite simplement de l'enseignement qu'elle nous apporte, et la Commune de Paris qui marqua d'un coup de reins une période économique en pleine gestation, peut être riche d'enseignements pour notre époque à la condition de laisser de côté les images d'Épinal et d'étudier avec sérieux les mouvements qui la projetèrent en avant.

Maurice Joyeux

Revue La Rue - 1981

LOUISE MICHEL

UNE GRANDE FIGURE DE L'ANARCHISME

Thyde Rosell

Avant d'examiner de plus près le cheminement de cette militante révolutionnaire, ouvrons une parenthèse qui mettra à bas le mythe "petite sœur des pauvres" imposé par des historiens étudiant le passé par le bout de la lorgnette des préjugés. À l'opposé des commentateurs de radio, des représentants de la bourgeoisie, nous nous refusons à passer au crible la vie d'une révolutionnaire... sous prétexte que c'est justement parce qu'elle milite que cela se fait ! Ève Ruggieri, Alain Decaux et consorts se préoccupent-ils des amours de Vallès, des rages de dents de Kropotkine ou de la coupe de cheveux de Pouget ? Déjà, au cours de son existence, Louise Michel dut faire face aux mesquineries et calomnies propagées par la presse bourgeoise et la préfecture, qui n'avaient pour but que de dévaloriser aux regards de la population sa démarche révolutionnaire, tout comme d'ailleurs furent dévoyées, en leur temps, les activités de militantes ou ouvrières (les Pétroleuses, les miliciennes...). À l'instar de ses prédécesseurs, le monde culturel bourgeois actuel ne retient des activités et écrits de Louise Michel que les anecdotes amoureuses, de "charité chrétienne", ses menées de type "pétroleuse", en défigurant ainsi la vie d'une militante révolutionnaire.

La Commune de Paris où les femmes jouèrent un rôle prédominant, la verra combattre sur les barricades, dans son uniforme de garde national, participer activement au comité de vigilance du 18e

arrondissement, organiser les sections d'ambulancières ou les coopératives de quartier. Après un procès retentissant et un emprisonnement en Nouvelle-Calédonie qui lui permit, au contact de Nathalie Lemel (ouvrière, adhérente à la Première Internationale) et de Charles Malato, d'approfondir sa pensée, Louise Michel revient en France en anarchiste confirmée et décidée à propager ses théories ce qu'elle fera jusqu'à sa mort, survenue à Marseille au cours d'une tournée de conférences. Se vouant à des causes plus spécifiques, elle animera des cercles féministes. Athée, elle créera des organismes d'aide aux prisonniers. Dans une période où travailler à l'émancipation des travailleurs, revenait à encourir les foudres du pouvoir, Louise Michel s'assiera souvent sur le banc des accusés et se reposera, comme elle le disait, dans les geôles des républicains.

Nous, militants anarchistes, tirons d'autres leçons du passé et des expériences du mouvement ouvrier. Louise Michel laissera une empreinte différente que celle de ses compagnons de lutte (Kropotkine, Pouget, Sébastien Faure) dans le mouvement libertaire. Représentante quasi exacte du propagandiste infatigable qui diffuse les propositions anarchistes, renfloue les caisses de groupes, elle sera un des piliers du mouvement anarchiste du siècle dernier. Utilisant autant la parole que l'écrit, oratrice remarquable, participant à la rédaction des journaux anarchistes, aux réunions et congrès internationaux, nous la verrons tantôt haranguer les publics de meetings populaires, puis affronter ceux de Versailles aux lendemains de la Commune ou ceux de Londres et Bruxelles.

Facteur primordial qui a joué dans sa popularité et que trop souvent les révolutionnaires oublient, Louise Michel est la première femme anarchiste qui sera représentative du mouvement révolutionnaire.

Sa ténacité, son courage n'y sont pas étrangers.

Héritière du courant unitaire du socialisme communal, imprégnée par le fédéralisme proudhonien et le blanquisme, elle ne côtoiera pas que les seuls anarchistes, mais participera également aux activités de socialistes parlementaristes, tels Rochefort et Clémenceau, des groupes féministes électoralistes, des guesdistes, des milieux littéraires, etc. Partout où il fallait se battre – même si, par certains côtés, cette lutte demeure spécifique – Louise Michel mettait ses talents au service des opprimés et y intégrait ses propositions propres sur les phénomènes sociaux (le syndicalisme, la grève, les colonies...). Et le peuple l'a bien compris comme tel, car l'enterrement de Louise Michel représente un des derniers rassemblements de masse, unifiant pour un temps anarchistes, marxistes et réformistes.

Si nous saluons, à l'occasion de cet anniversaire, les talents et le parcours militants d'une anarchiste, nous saluons, également, par cet intermédiaire, les hommes et les femmes qui luttèrent pour l'émancipation de la classe ouvrière et que l'histoire, autant officielle que révolutionnaire, jette aux oubliettes trop facilement. Car l'héritage que nous laissent les théoriciens révolutionnaires, n'est rien sans ces propagandistes anonymes, véritables piliers du mouvement ouvrier, construisant les organisations de masse et les organisations spécifiques.

Thyde Rosell

Le Monde Libertaire - 112 - Mai 1965

LA COMMUNE DE MARSEILLE

On a beaucoup écrit sur la Commune, et en particulier sur la Commune de Paris. Pas assez peut-être, car les Communes de province sont trop souvent méconnues et même, les répercussions du mouvement communaliste à l'étranger, soit sous l'aspect des poursuites intentées aux communalards ou aux internationaux, soit sous l'angle de l'interprétation et de l'utilisation politique, scientifique et sociologique, sont laissées dans l'oubli le plus complet.

À cela une raison essentielle : les idées-force que l'on peut en extraire n'intéressent personne, elles n'apportent de l'eau qu'au moulin des anarchistes ! Et c'est pourquoi les travaux qui y sont relatifs ne jouissent pas de la faveur du grand public. On ne peut que le regretter.

C'est donc dans le but de compléter notre connaissance de ce mouvement que nous publions cette étude, rendant hommage, à près d'un siècle de distance, à tous les obscurs combattants de la Commune et en particulier à ces 4 500 membres de l'Internationale (dans le seul département des Bouches-du-Rhône) qui, sous l'influence de Bakounine, s'efforcèrent de réaliser une société nouvelle basée sur le fédéralisme et la liberté de l'individu.

E. Bianco

La tentative des 7 et 8 août 1870

Dès le lendemain de la défaite de Forbach, une grande agitation se manifeste à Marseille. 40 000 personnes ayant à leur tête Gaston Crémieux, Naquet, Brochier, Rouvier et quelques autres manifestent devant la préfecture.

L'arrestation d'Alfred Naquet provoque une recrudescence de colère et aussitôt se forme un Comité central d'action révolutionnaire, la foule occupe bientôt la mairie et les membres du Comité sont portés au pouvoir sous les acclamations populaires. Ce Comité, comprenant surtout des membres de l'Internationale (en l'absence de Bastelica, la section marseillaise reçut très vraisemblablement les ordres directs de Bakounine) et quelques républicains radicaux, et présidé par Gaston Crémieux, se trouve ainsi à la tête d'un pouvoir révolutionnaire issu du peuple.

Malheureusement, ses délibérations sont de courte durée, car une escouade de policiers, dispersant la foule aussi prompt à s'enthousiasmer qu'à devenir d'une passivité extrême, bloque les insurgés dans la mairie et, après un court échange de coups de feu, capture les membres du Comité. Les prisonniers, au nombre d'une trentaine environ, sont enfermés au Fort Saint-Jean et entassés dans un cachot puant. Le 10 août, sur ordre de l'impératrice régente, l'état de siège est proclamé et le 27 ils sont jugés.

Deuxième tentative d'insurrection révolutionnaire

1er novembre 1870

Le préfet Esquiros s'oppose à Gambetta et au gouvernement provisoire. Au Conseil municipal un affrontement se produit entre les modérés et les révolutionnaires et très vite, la Garde nationale (bourgeoise) commandée par le Colonel Marie va s'opposer à la Garde civique et l'Internationale.

La réaction populaire est immédiate et spontanée, l'hôtel de ville, défendu par les gardes nationaux est occupé et la Commune révolutionnaire est proclamée aussitôt. Un comité d'une vingtaine de membres est formé qui représente toutes les nuances de l'opposition radicale et socialiste parmi lesquels plusieurs membres de l'Internationale dont Bastelica, Chachouat, Job, Cartoux, etc. Le général Cluseret qui vient d'arriver à Marseille après l'échec de la Commune de Lyon se joint bientôt à eux, et la Commune prend l'héritage de la Ligue du Midi. Mais Esquiros qui jouit de l'estime populaire se retire (son fils atteint de typhoïde meurt et ce deuil l'abat profondément) ; il est remplacé par Alphonse Gent qui, à la faveur des circonstances (un attentat manqué contre lui qui soulève la réprobation générale) va reprendre le pouvoir en main pour le compte du Gouvernement et écarter tous ceux qui pouvaient raffermir la volonté populaire.

Le 13 novembre, le préfet télégraphie à Gambetta l'Ordre tout entier règne à Marseille...

La Commune révolutionnaire de Marseille (23 mars – 4 avril 1871)

Le 21 mars 1871

Une dépêche télégraphique du préfet, le contre amiral Cosnier indique : Marseille est tranquille. Tous les rapports qui m'arrivent sur l'état des esprits dans le département sont rassurants.

Le 22 mars

La proclamation de Thiers, flétrissant l'insurrection parisienne et exhortant à l'union est affichée sur les murs de la ville. Cette proclamation qui parle en termes favorables de Canrobert et de Rouher apparaît aux Marseillais comme une trahison et, le soir même, devant plus de 1 000 personnes, Gaston Crémieux, prononce un discours extrêmement violent : Le gouvernement de Versailles a essayé de lever sa béquille contre ce qu'il appelle l'insurrection de Paris, mais elle s'est brisée entre ses mains, et la Commune en est sortie.

Ainsi Citoyens, les circonstances sont graves. Avant d'aller plus loin, je veux vous poser une question. Quel est le gouvernement que vous reconnaissez comme légal ? Est-ce Paris ? Est-ce Versailles ?

Toute la salle unanime, crie : "Vive Paris !"

À ces cris unanimes qui sortent de vos mille poitrines nous nous unissons et nous crions : "Vive Paris !".

Mais ce gouvernement va être combattu par Versailles. Je viens vous demander un serment, c'est celui de le défendre par tous les moyens possibles, le jurez-vous ?

- Nous le jurons !

Et nous aussi, s'il faut combattre, nous nous mettrons à votre tête. Nous serons obligés de le défendre dans la rue. Rentrez chez vous, prenez vos fusils, non pas pour attaquer, mais pour vous défendre...

Le 23 mars

Le contre-amiral Cosnier organise une contre-manifestation en faveur du gouvernement de Versailles, mais depuis l'aube, les gardes nationaux des quartiers populaires s'étaient rassemblés, et une foule immense se regroupe autour d'eux.

La préfecture est envahie, les autorités destituées, une commission départementale est formée, présidée par Crémieux et comprenant 12 membres. Elle représente équitablement les diverses fractions de l'opinion publique : les Radicaux avec Job et Étienne, l'Internationale avec Alérini, la Garde nationale avec Bouchet et Cartoux, et trois membres délégués par le Conseil municipal.

La Commission déclare : À Marseille, les citoyens prétendent s'administrer eux-mêmes, dans la sphère des intérêts locaux.

Il serait opportun, que le mouvement qui s'est produit à Marseille fût bien compris, et qu'il se prolongeât.

Nous voulons la décentralisation administrative avec l'autonomie de la Commune, en confiant au conseil municipal élu dans chaque grande cité les attributions administratives et municipales.

Le 26 mars

Le général Espivent de la Villeboisnet, officier réactionnaire et cléricale s'il en fut, qui s'était réfugié à Aubagne avec ses troupes, et qui calque sa conduite sur celle de Versailles, proclame le département des Bouches-du-Rhône en état de guerre.

Le 27 mars

Le conseil municipal (composé de républicains modérés et bourgeois) rompt avec le conseil départemental. Cette rupture accroît les difficultés matérielles auxquelles devait faire face la Commune après le départ de nombreux fonctionnaires.

Le 28 mars

Arrivée à Marseille de trois représentants en mission envoyés par la Commune de Paris (May, Amouroux et Landeck). Malheureusement, ils sont tous trois incapables et vont s'immiscer dans les affaires marseillaises portant de graves préjudices à l'action locale.

Le 1er avril

Le Conseil municipal est dissout.

Le 3 avril au soir

Espivent fait marcher ses troupes (6 à 7 000 hommes) sur Marseille. Il a l'appui de trois navires qui croisent au large du port. En pleine nuit, les soldats parcourent les 17 km qui les séparent de Marseille. Pendant ce temps, des barricades sont dressées autour de la préfecture et quelques hommes se rassemblent. Les soldats d'Espivent prennent la gare, le fort Saint-Nicolas et le fort de Notre-Dame-de-la-Garde, ils effectuent un mouvement d'encerclement complété par le débarquement des marins.

Pourtant, la population réagit. Une foule immense, armée en partie et tumultueuse, se réunit. Deux bataillons d'infanterie fraternisent levant leurs chassepots en l'air aux applaudissements de la foule. Mais Espivent, après avoir reçu sèchement Crémieux, venu parlementer, fait bombarder la ville (300 obus tomberont sur la préfecture). Les combats acharnés se déroulent jusqu'au soir et la préfecture est finalement investie par les marins.

La Commune de Marseille avait vécu, la répression cléricale et réactionnaire allait s'exercer impitoyablement jusqu'en 1875.

Charles ALÉRINI

Comme Bastelica, il était d'origine corse puisque né à Bastia le 20 mars 1842.

Devenu professeur, il enseignait au Collège de Barcelonnette où il était en même temps correspondant de l'Internationale, ce qui lui vaudra d'être suspendu de ses fonctions en avril 1870 et arrêté quelques jours après toujours pour le même motif.

S'étant établi à Marseille, il participe ensuite, à l'occupation de l'hôtel de ville et à l'organisation de l'éphémère commune révolutionnaire du 8 août 1870. Puis il sera membre de la Commission départementale insurrectionnelle de mars 1871.

Actif, énergique, intelligent, il mettra toutes ses connaissances au service de l'action révolutionnaire et de l'Internationale, organisant notamment la résistance armée, requérant les fusils, les munitions, et prenant une part des plus actives à tous les actes de l'insurrection.

Le 4 avril, il reste un des derniers à la préfecture, alors que la plupart ont fui le danger.

Après l'échec de la Commune, il réussit à passer en Espagne où il va poursuivre son action militante pendant que le Tribunal militaire le condamne à mort par contumace (il sera grâcié en 1889).

Très vite, il est admis parmi les intimes de Bakounine et devient un militant actif de l'Alliance et, à ce titre, il sera toujours mêlé, aussi bien sur le plan espagnol que sur le plan français, à la vie de l'Internationale anti-autoritaire contre les agissements de Marx et de ses amis.

James Guillaume, dans ses Souvenirs parlera du cœur chaud, de la droiture, de la vaillance simple et sans phrases de cet homme qui sera délégué de la Fédération régionale espagnole à La Haye, où il signera la déclaration bakouniniste ; qui assistera au Congrès de Saint-Imier dont il sera l'un des trois secrétaires ; qui

participera au Congrès de Genève (septembre 1873) en tant que représentant de la FRE et de diverses sections françaises (dont plusieurs illégales) et qui après avoir fait deux ans de prison à Cadix, fera partie en 1877 du Comité fédéral de la fédération française de l'AIT.

Gaston CRÉMIEUX

Né à Nîmes, le 22 juin 1836, il est issu d'une famille israélite. Après de brillantes études au lycée de sa ville natale, il obtient sa licence de droit à Aix-en-Provence, en 1856.

Avocat à Nîmes, il se fait vite remarquer par son éloquence et sa générosité. Très vite aussi on le surnomme avec une pointe de mépris, l'avocat des pauvres.

Cette réputation de désintéressement va le suivre à Marseille où il s'établit en 1862.

Sa générosité naturelle, son caractère affable et doux, ses allures paisibles et ouvertes, attiraient toutes les sympathies. Et par le fait même qu'il était toujours disposé à défendre les miséreux, il entra tout naturellement en contact avec les milieux républicains de l'époque. Porté par sa sympathie presque instinctive vers les classes opprimées, il fut également en liaison quasi permanente et amicale avec l'Internationale.

Mais, malgré ses qualités de cœur, son désir de soulager la misère, il ne fut jamais, en dépit de quelques discours ou de quelques articles violents, un homme d'action véritable.

Il n'en reste pas moins que le 8 août 1870 il se trouve porté à la tête d'un pouvoir révolutionnaire issu du peuple.

Arrêté, emprisonné dans un sombre cachot du fort Saint-Jean et bientôt condamné à 6 mois de prison qu'il va purger à la prison Saint-Pierre, il est libéré avec ses camarades par une foule de plus 20 000 personnes dans la nuit du 4 au 5 septembre.

C'est lui qui, le 7 septembre, accueille Esquiros à la gare Saint-Charles et l'ac-compagne à la préfecture.

Dans le cadre de l'épuration (destitution des magistrats compromis sous l'Em-pire), Crémieux est ensuite nommé au poste de procureur de la république, où il ne restera en fonction que quelques semaines.

Puis, après la création de la Ligue du Midi (qui groupait 15 départements), il parcourt la province comme envoyé en mission, il signe peu après une proclamation qui indique notamment :

Nous sommes résolus à tous les sacrifices, et, si nous restons seuls, nous ferons appel à la révolution, à la révolution implacable et inexorable, à la révolution avec toutes ses haines, ses colères et ses fureurs patriotiques. Nous partirons de Marseille en armes, nous prêcherons sur nos pas la guerre sainte...

Bientôt la Ligue va entrer en opposition ouverte contre le gouvernement de la défense nationale et, au cours d'un meeting organisé à l'Alhambra, le 19 octobre, comme on lui demandait les moyens de réagir devant une telle situation, il s'écria : La Ligue du Midi, et la Commune Révolutionnaire !

C'est ainsi qu'il fait partie, dès le 1er novembre, de la Commission départementale insurrectionnelle qui ratifie les pouvoirs de la Commune révolutionnaire et qu'il appelle les Marseillais à prendre les armes.

Mais, la Commune écrasée par la réaction, Crémieux refusant de s'enfuir est arrêté et le 8 avril, il est condamné à mort comme factieux incorrigible.

Six mois après sa condamnation, malgré la multitude de démarches entreprises de tous côtés pour obtenir sa grâce, Crémieux est fusillé sur ordre de "Monsieur" Thiers.

Le 30 novembre 1871, à 7 heures du matin, au Pharo, tombait l'un des hommes les plus intègres que le mouvement ouvrier ait connu.

Sa mort provoqua une profonde émotion dans toute la ville.

André BASTELICA

Né à Bastia le 28 Novembre 1845, il apparaît à 23 ans dans l'histoire de l'Internationale.

Anarchiste, il le fut jusqu'au bout des ongles, alors même que le mot n'était pas encore inventé. En effet, tour à tour employé de commerce et typographe, il possédait une culture étonnante pour son âge et sa condition.

Une immense curiosité, toujours en éveil, l'avait poussé à s'instruire dans tous les domaines. Journaliste de talent, il écrivait dans de très nombreux journaux : L'Égalité de Genève, L'Internationale de Bruxelles, La Marseillaise de Paris, L'Égalité et Le Peuple de Marseille, et dans des revues littéraires, avec un style précis et fougueux, plein de flamme et de vivacité, un style qui traduit la pensée et surtout la parole, car Bastelica était aussi un brillant orateur.

C'est son éloquence surtout qui explique le véritable ascendant que ce tout jeune homme exerçait sur les masses.

À l'idéal généreux qui l'animait, il joignait l'immense avantage de posséder un sens pratique de l'organisation, un souci méthodique et lucide de l'action révolutionnaire.

Son camarade de combat, Albert Richard, disait de lui : Il avait besoin de vivre, d'agir, de produire... et de défendre, à la lumière, l'idée qu'il incarnait en lui.

Voilà l'homme qui constitua, avec Eugène Varlin et Benoît Malon à Paris, Émile Aubray à Rouen et Albert Richard à Lyon, la génération spontanée de la renaissance du socialisme français.

Alors même que Tolain, découragé, pensait que l'Association Internationale des Travailleurs était morte en France, elle allait renaître avec des hommes nouveaux et des idées nouvelles, des hommes jeunes, des hommes issus des milieux ouvriers.

D'abord isolés dans la clandestinité, du fait de la répression ils vont peu à peu se trouver en contact, unis dans une même cause et par une amitié jamais démentie.

Bientôt, ils vont coordonner leurs efforts dans une parfaite égalité d'action, sans qu'aucun d'entre eux n'essaie de dominer les autres et cela aussi bien en France qu'à l'étranger, lors des congrès de l'Internationale, et cela à tel point qu'un éminent historien pourra écrire : Leur activité commune, parallèle, évitant toute hiérarchie est un remarquable exemple d'autonomie, de libre initiative de décentralisation volontaire au sein d'une organisation perfectionnée qui rêvait précisément de fonder la société nouvelle sur des bases fédéralistes (A. Olivesi, La Commune de 1871 à Marseille).

Nous ne nous attarderons pas sur l'influence que Bakounine exerça sur Bastelica. Elle n'eut aucun rapport de maître à élève mais de compagnon de lutte à son frère d'armes, d'ami à ami. En effet, dès son adhésion à l'Internationale, Bastelica avait écrit à Albert Richard : Nous voulons le non-gouvernement parce que nous voulons la non-propriété, et vice versa. La morale humaine détruira les religions révélées, le socialisme supprimera le gouvernement et la question politique. Si le peuple comprend aujourd'hui surtout la question politique, c'est que dans sa conception théorique, il croit que le gouvernement représente la société (on croit entendre Bakounine).

Et c'est sous l'impulsion de cet homme, qui fait preuve d'une activité prodigieuse d'organisateur et de propagandiste, que Marseille, ralliée au communisme non-autoritaire de Bakounine allait devenir l'une de bases de la Révolution mondiale que l'Internationale souhaitait et pour laquelle elle œuvrait de toutes ses forces.

Fondée en juillet 1867, la section marseillaise de l'Internationale connut dès la fin de l'année suivante (arrivée de Bastelica) une rapide extension. Organisée strictement selon les principes proudhoniens, elle compte 27 corporations groupées dans la fédération marseillaise, une des mieux organisées de France. Les adhérents atteignent bientôt le nombre de 4 500. Infatigable, Bastelica laisse à ses camarades (Poletti, Combes, Pacini, Roger, Alérini) le soin de s'occuper des affaires locales et parcourt la campagne, en de perpétuels déplacements, pour créer de nouvelles sections dans les départements voisins : Aix (600 adhérents), La Ciotat, Saint-Tropez, Cogolin, Callabrières, Gonfaron, La Garde-Freinet, Toulon, La Seyne, Draguignan deviennent à leur tour des foyers actifs. Il ira jusque dans l'Hérault et les Basses-Alpes, pour convertir à la cause les populations rurales.

Le 28 avril 1870, il écrit à James Guillaume : La section marseillaise marche résolument dans la voie des grands progrès... Je suis de retour d'une excursion parmi les populations révolutionnaires du Var. Quel enthousiasme l'Internationale a soulevé sur le passage de son propagateur ! J'ai acquis cette fois la preuve invincible, irrécusable que les paysans pensent, et qu'ils sont avec nous... Tout ce mouvement brise mes forces mais augmente mon courage.

Quatre jours auparavant, il écrivait dans Le Mirabeau (journal socialiste) à propos des grèves du Creusot : Jugulée par une politique honteuse et réactionnaire, la grande voix du peuple, pour se faire entendre, emprunte un autre organe plus terrible : la grève.

La grève c'est l'irruption endémique du mal social. Organiquement, la société actuelle aboutit à la grève : ce n'est ni la paix, ni la justice.

La théocratie et l'aristocratie reprennent courage et essayant l'offensive sur la Révolution trahie par la bourgeoisie, sa fille aînée... Que l'État, l'Église et les bourgeois se coalisent pour une œuvre d'imposture et d'ignominie, le peuple vengeur, les confondra dans une même ruine.

Le principe autour duquel le peuple doit se grouper c'est la solidarité... les fruits de cinq révolutions seraient perdus pour nous si nous ne nous redressions forts, et défiant les traînards de la civilisation d'oser porter la main sacrilège sur le sanctuaire de la justice sociale.

Mais le gouvernement s'inquiétait du développement de l'Association. Le Congrès retentissant tenu à Lyon en mars 1870, présidé par Varlin et auquel assistaient Bastelica et Bakounine, avait affirmé la volonté des fédérations françaises d'intensifier leur action révolutionnaire.

Aussi Émile Ollivier, décide de sévir : il télégraphie aux préfets de poursuivre l'Internationale et surtout ajoute-t-il : Frappez à la tête !

Varlin et Richard sont arrêtés. Bastelica se réfugie à Barcelone (il était en contact étroit avec les bakouninistes catalans de l'Internationale). Le mouvement est momentanément désorganisé, mais il est trop puissant pour périr et il aboutira aux événements grandioses que l'on connaît, que certains regrettent, avec raison sans doute, puisqu'ils furent le tombeau du mouvement ouvrier, la porte ouverte au socialisme autoritaire et autres dictatures du prolétariat.

Ainsi, un des rares révolutionnaires de valeur que Marseille possédait fut envoyé à Paris (on sait qu'en échange, la Commune de Paris délégua à Marseille trois représentants en mission qui ne l'égalèrent pas, c'est le moins qu'on puisse dire), et là, d'une honnêteté scrupuleuse, il manipula des millions sans en distraire un

centime, en dirigeant avec beaucoup d'intelligence le service des contributions directes et indirectes de la Commune de Paris.

Bastelica, qui fut incontestablement l'un des hommes les plus brillants de son époque, Bastelica qui aurait pu utiliser ses talents à des fins ambitieuses et qui aurait certainement réussi, Bastelica qui préféra se vouer avec un rare désintéressement à la cause ouvrière et socialiste, mourut, exilé en Suisse, en 1884, à l'âge de 39 ans, brisé par l'écrasement de son grand rêve de révolution internationale.

Son seul défaut, en effet, fut d'être vulnérable au découragement : il ne put supporter la défaite du socialisme, refusa de s'abaisser aux compromissions politiques et mourut dans la pauvreté et la tristesse.

Tel fut l'homme de réelle valeur qui fit de Marseille une des capitales du socialisme.

E. Bianco

Le Monde Libertaire - 105 - Octobre 1964

HISTOIRE TUMULTUEUSE

DE L'INTERNATIONALE

Maurice Joyeux

La constitution d'un organisme de liaison internationale avait été un acte de foi. Lorsque, de ce rassemblement confus il fallut extraire un ensemble de principes et une ligne de conduite commune à toutes les sections nationales, les difficultés commencèrent.

La capacité ouvrière de Proudhon qui vient de paraître et les Principes fédératifs du même auteur, inspirent les représentants de la section française qui voient l'émancipation ouvrière à travers la généralisation du Mutualisme. Les blanquistes mal débarbouillés des "grands principes de 89" pratiquent un nationalisme agressif et rêvent de porter le socialisme à la pointe des baïonnettes à travers toute l'Europe. Calfeutrés dans leur île, l'immense majorité des syndicats anglais essaient de construire une économie en marge de leur capitalisme mais aussi du mouvement socialiste européen, cependant que par personne interposée Marx, ce génie gothique, débute cette lente ascension qui aboutira à la centralisation de l'organisation internationale et sera le prélude au "centralisme démocratique" inventé par Lénine. Partout ailleurs en Italie, en Belgique, en Hollande, en Allemagne même, le Mouvement socialiste oscille entre la collaboration avec les libéraux dans des gouvernements bourgeois et le carbonarisme. Non dépourvu de visées personnelles, à quoi rêvent les politiciens issus de la bourgeoisie et qui se sont ralliés au socialisme, le romantisme révolutionnaire, n'a pas encore vu son exubérance corrigée par une étude sérieuse de l'économie. Les études sérieuses de l'économie parues jusqu'alors et qui sont l'œuvre soit de Proudhon soit de Marx sont négligées car elles limitent l'aventure révolutionnaire. La Grèce, la Pologne, l'Italie, autant de problèmes nationaux qui masquent le vrai problème, le problème de classe que l'Internationale doit résoudre et Bakounine lui-même n'échappera pas pour un temps à ce lyrisme nationaliste mis à la mode par Byron et qui gangrène la démocratie radicale et socialiste du dix-neuvième siècle.

Des débuts difficiles

Six mois ne se sont pas écoulés depuis la création de l'Internationale que déjà un conflit s'élève entre la section parisienne et le Conseil de Londres sourdement travaillé par Marx. Le bureau International a désigné pour le représenter en France, Henri Lefort, un républicain socialiste qui n'appartient pas au mouvement ouvrier. Tolain et Fribourg refusent au Conseil général le droit de s'immiscer dans l'organisation et l'administration intérieure de la section française : ils ont donné leurs adhésions au pacte de Londres parce que fédératif ; ils ne veulent relever que de leurs mandants. Le Conseil général n'est que le cœur de l'association ; le Congrès seul en sera la tête. Ils obtiendront satisfaction. Mais déjà se trouve posé un problème essentiel du Mouvement ouvrier qui, aujourd'hui encore, agite profondément les partis communistes en rébellion contre Moscou. À la conférence qui se tint à Londres, en 1865, et qui consacra la prédominance de la section française dans l'Internationale, un autre événement important se produisit. Pour la première fois, au côté de Tolain, siégea un ouvrier relieur. Il s'appelle Eugène Varlin.

Mais c'est le Congrès de Genève, en 1866, qui va être déterminant pour l'Internationale. Marx écrit, à ce sujet, à Engels : Je suis décidé à faire, ici, ce que je pourrai pour le succès du Congrès de Genève, mais à ne pas y aller, je me soustrais de cette façon à toute responsabilité personnelle. Lorsque, à l'ouverture du Congrès, on annonce que Marx a refusé d'être délégué, Tolain monte à la tribune pour déclarer Comme ouvrier, je remercie le

citoyen Karl Marx de n'avoir pas accepté la délégation qu'on lui offrait. En faisant cela, le citoyen Marx a montré que les congrès ouvriers ne doivent être composés que d'ouvriers manuels. Et il termine son intervention en déclarant : Je crois qu'il est utile de montrer au monde que nous sommes assez avancés pour agir par nous-mêmes. Et, là se pose nettement la séparation du mouvement syndical et du mouvement socialiste qui, encore de nos jours, opposent le Mouvement ouvrier révolutionnaire aux marxistes et aux communistes, en particulier. Ce Congrès devait voir la rentrée tumultueuse des blanquistes à l'Internationale où ils attaquèrent violemment Tolain. Enfin les résolutions du Congrès tracent les grandes lignes de ce que sera, trente ans plus tard, le programme d'action des Bourses du Travail. Le Congrès décide que le Conseil général établira des statistiques des conditions de travail dans tous les pays. Il constate que le premier pas en vue, de l'émancipation ouvrière est la journée de huit heures. Toutefois, le Congrès se termine sur un échec de la délégation française, opposée aux travailleurs de la pensée, et un amendement de Tolain qui exige, pour voter au Congrès, la qualité d'ouvrier manuel est rejeté par 25 voix contre 20. Le Congrès se sépare en condamnant les armées permanentes. L'importance du Congrès n'échappera à personne et on voit déjà se dessiner ce que seront les grandes lignes du syndicalisme révolutionnaire. Parmi la délégation française et en plus des mutualistes, on note Eugène Varlin, Benoît Malon, Aubry, Albert Richard et un jeune délégué de la Suisse, James Guillaume.

Au Congrès de Lausanne, en 1887, la prééminence de la section française est encore nette, mais les tendances qui vont s'affronter laissent deviner ce que va être l'orientation de l'Internationale dans les années à venir. Les Mutualistes affrontent les collectivistes qui préconisent l'entrée du sol à la propriété collective et l'abolition de l'héritage ; ces derniers sont soutenus par les Anglais, les Belges et les Allemands. César de Paepe sera leur porte-parole. Les Français et les Italiens demeurent partisans de la propriété individuelle. La décision est reconduite au prochain Congrès et l'Assemblée décide d'appuyer le Congrès de la Paix et désigne James Guillaume pour la représenter (Congrès de transition). Ce qui n'empêche pas Marx d'écrire à Engels : À la prochaine révolution, nous aurons tous deux l'Internationale entre les mains. Une fois de plus, le "prophète" se trompe, la prochaine révolution qui sera la Commune, échappera complètement à son contrôle et son dépit de ne pouvoir dominer l'Internationale le poussera à la détruire.

La poussée décisive

Le Congrès de Bruxelles (1868) devait marquer un tournant décisif dans l'orientation de l'Internationale. Une nouvelle commission remplace à Paris, Tolain et ses amis, condamnés par le Tribunal correctionnel. Elle comprend Eugène Varlin, dont l'influence va devenir prédominante, Benoît Malon, Théisz, Pindy, des futurs membres de la Commune et, également, Richard et Audry, des blanquistes qui ont évolué vers le mouvement ouvrier. Ils se réclament d'un communisme anti-étatique. Ils s'opposent à Tolain, en réclamant l'instruction gratuite et obligatoire et l'égalité des droits de la femme. Les mutualistes s'opposaient à l'examen des problèmes politiques. Varlin et ses amis, appuyés par de Paepe, feront triompher une théorie qui restera celle du syndicalisme et que la Charte d'Amiens reprendra pour eux, les syndicalistes ne peuvent pas se désintéresser des problèmes politiques qui les concernent, mais la solution de ces problèmes dépend, d'abord, des travailleurs qui les examinent et leur trouvent une solution en dehors des partis politiques. En se plaçant ainsi à égales distances des réformistes et des marxistes, ils fixent un point décisif de la doctrine anarcho-syndicaliste. Le Congrès se termine sur cette déclaration du président Dupont : Nous ne voulons pas de gouvernement parce qu'il ne sert qu'à opprimer le peuple. Nous ne voulons plus d'armées permanentes parce qu'elles ne servent qu'à massacrer le peuple, nous ne voulons pas de religions parce qu'elles ne servent qu'à éteindre les lumières et à anéantir l'intelligence.

Voilà un programme auquel nous avons été les seuls, nous autres anarchistes, à rester fidèles, ce qui nous autorise à nous réclamer valablement de la Première Internationale, celle qui, en pleine maturité, dressait le catalogue des luttes pour l'émancipation du monde du travail.

Le Congrès qui se tient à Bâle, en 1869, confirme et complète le Congrès de Bruxelles. Le socialisme collectiviste l'emporte sur le mutualisme. Pour écarter le réformisme du mouvement syndical, Bakounine, Marx et Blanqui se sont associés. Blanqui déclare Les hommes de la légalité baissent la tête, mais les hommes de l'égalité ont relevé la tête. Mais, en réalité, le Congrès est dominé par une majorité de communistes non autoritaires en face de deux minorités : les mutualistes et les marxistes. La majorité fait adopter le principe de l'abolition de la propriété foncière et du droit d'héritage. Les mutualistes Tolain et Murat sont battus. Les marxistes présentent alors un amendement rédigé par Marx, limitant seulement le droit de tester. Cet amendement est également repoussé et on peut dire alors que le communisme anti-autoritaire, le communisme libertaire dominant le Mouvement ouvrier

international. Et Engels écrit à Marx : Le gros Bakounine, est derrière tout cela, c'est évident. Si ce maudit Russe pense se placer par des intrigues à la tête du mouvement ouvrier, il est grand temps de le mettre hors d'état de nuire. Mais c'est dans la lettre de Varlin, qui paraît dans *Le Commerce*, que se dessinent nettement les trois tendances. Il écrit : L'Internationale est et doit être un État dans l'État. Qu'elle laisse ceux-ci marcher à leur guise en attendant que notre État soit le plus fort. Alors, sur les ruines de ceux-là nous mettrons le nôtre. Et Louis Pindy pose nettement le problème de la syndicalisation : Le groupement des sociétés de résistance (les syndicats) formera la commune de l'avenir et le Gouvernement sera remplacé par le conseil des corps de métier. C'est ce que devait dire Pierre Besnard, dans son magnifique discours du Congrès de Lille, en 1921. C'est ce que disent tous ceux qui se réclament valablement de l'anarcho-syndicalisme. Enfin la résolution finale du congrès de Bâle se termine par cette phrase de Louis Pindy : Le régime du salariat doit être remplacé par la Fédération des producteurs libres.

L'Internationale est alors à son apogée et c'est Benoît Malon qui constate que partout l'idée de l'Internationale prend comme une traînée de poudre. Mais la guerre va, suivant la belle expression de Dolléans, rompre l'élan.

Le déclin

La guerre franco-allemande de 1870 va écarteler les tendances qui se supportaient difficilement dans l'Internationale. Les blanquistes enfourchent le dada nationaliste et Marx peut constater amèrement dans une lettre à Engels : Je t'envoie *Le Réveil* ; tu y verras l'article du vieux Delescluze, c'est du plus pur chauvinisme, et Jules Vallès nous a laissé, dans *L'Insurgé*, quelques pages hautes en couleur sur l'attitude des travailleurs influencés par le jacobinisme, le jour de la déclaration de guerre. Mais Marx, dans la même lettre, ajoute ces commentaires qui peignent bien le personnage : La France a besoin d'être rossée. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir de l'État sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande. La prépondérance allemande, en outre, transportera le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France, en Allemagne et il conclut : La prépondérance sur le théâtre du monde du prolétariat allemand sur le prolétariat français sera, en même temps, la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon. Voilà des propos qui annoncent le Staline des grandes exterminations. Et Engels répond par ces phrases qui devraient être gravées dans la mémoire de tous les militants ouvriers : Ma confiance dans la force militaire croît chaque jour. C'est nous qui avons gagné la première bataille sérieuse. Il serait absurde de faire de l'antibismarckisme notre principe directeur. Bismarck, en ce moment comme en 1866 (écrasement militaire de l'Autriche), travaille pour nous à sa façon. Pendant que ces politiciens odieux se congratulaient de cette façon écœurante, les deux ailes proudhoniennes, l'aile mutualiste et l'aile communiste anti-autoritaire, se réconciliaient en publiant, contre la guerre, un manifeste qui reste l'honneur du mouvement ouvrier révolutionnaire.

De son côté, le conseil général de l'Internationale, à Londres, publiait un manifeste équivoque où on sentait l'influence de Marx, qui se terminait par cette phrase valable, qui ne peut en faire oublier d'autres plus que contestables : La classe ouvrière anglaise tend une main fraternelle aux travailleurs français et allemands. Elle est intimement convaincue que, quels que puissent être les résultats de cette horrible guerre, l'alliance des classes ouvrières de tous les pays finira par tuer la guerre. Et cette vieille canaille de Marx, en réponse au manifeste pour la paix des travailleurs français, a l'audace d'écrire à Engels, en parlant des Internationaux parisiens qui avaient

signé le manifeste pour la paix : Ces individus, qui ont supporté Badinguet pendant vingt ans et qui, il y a six mois, n'ont pu empêcher qu'il reçût six millions de voix contre un million et demi (ce qui, entre nous représentait à peu près la classe ouvrière salariée à cette époque), ces gens prétendent, à présent, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une République – et laquelle – que les Allemands doivent quitter immédiatement le sol sacré de la France, sans quoi la guerre à outrance. Là, Marx jette par-dessus bord ses amis blanquistes. Mais l'étude de ce texte nous prouve que le personnage n'était pas seulement une canaille, mais un imbécile. La Commune de Paris et sa défaite allaient accentuer la décadence de l'Internationale ravagée par les factions, l'action de l'Internationale pendant la Commune fut sans grande efficacité, Marx et ses amis ne jouèrent aucun rôle dans la grande insurrection parisienne et par la suite, Marx essaya d'accommoder l'insurrection à sa sauce. Le bureau des Trade-Unions de Londres refusa de s'engager et le seul appui que reçurent les communards fut celui des proscrits se réclamant du romantisme socialiste. Il est vrai que la Commune fut l'œuvre du Jacobinisme dont ils se réclamaient et des Internationaux français. Engels peut écrire et, pour une fois, nous sommes d'accord avec lui : Les responsables de tous les décrets, mauvais ou bons, furent les proudhoniens, comme la responsabilité des actes politiques revient aux blanquistes, encore qu'il faille constater que les Internationaux de la Commune n'étaient pas des mutualistes qui, avec Tolain, s'étaient ralliés à Thiers, mais les communistes anti-autoritaires.

L'effondrement

Après la Commune, la lutte entre Bakounine et Marx va prendre un tour dramatique. Le conflit s'est simplifié. Deux tendances se partagent l'Internationale. D'une part, les communistes anti-autoritaires avec Bakounine ; d'autre part, les communistes autoritaires avec Marx. Une mince fraction, conduite par de Paepe, s'efforce, en vain, à la conciliation. Débarrassé des Internationaux parisiens, Marx, à la conférence de Londres de 1871, fait voter une motion qui sonne le glas de l'Internationale : La constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale. Le mouvement syndical est mort et Marx s'apprête à prendre sa succession mais, une fois de plus, le mouvement syndical renaîtra et se dressera contre les politiciens.

La scission sera consommée, à la Haye, en 1872. Bakounine et James Guillaume sont exclus. Et, sur la proposition de Marx et d'Engels, le conseil général est transféré à New York.

Pendant dix ans, l'Internationale a dominé l'Histoire européenne. Certes, toutes les écoles socialistes ou syndicalistes peuvent se réclamer de tels ou tels aspects de l'Internationale ; mais relisez les résolutions du Congrès de Bâle, qui marque le sommet de l'organisation, et vous conviendrez que, seuls, les anarchistes défendent, aujourd'hui, les principes et les formes de lutte qui furent celles des Internationaux et qui, aujourd'hui, sont abandonnées par tous les communistes y compris les trotskistes, par tous les socialistes y compris la gauche, par tous les syndicalistes y compris ceux qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire. C'est ce qui nous autorise à prétendre que seuls les anarcho-syndicalistes et les communistes libertaires sont en droit de se proclamer les héritiers des hommes qui ont inscrit sur les pages de l'Histoire l'acte de naissance du Mouvement ouvrier international communiste anti-autoritaire.

Maurice Joyeux

Le Monde Libertaire - 434 - 4 mars 1982

LE CONGRÈS DE SAINT-IMIER

Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce seront les autres qui l'écriront à notre place, mais dénoncer les erreurs ou les interprétations abusives que des plumitifs peuvent porter sur notre mouvement est une tâche, certes, indispensable, mais ce n'est pas tout. La confiance de notre histoire doit être non pas de l'érudition fin en elle-même, mais une arme de plus dont nous nous dotons pour mettre à bas la société actuelle.

Militants de la fédération anarchiste, nous nous inscrivons dans une tradition de luttes qui visent l'affranchissement de l'individu et de l'humanité entière pour la suppression de tout privilège économique et politique. Tradition qui plonge ses racines dans le siècle des Lumières, qui prend son essor dans la deuxième moitié du XIXe siècle et qui accompagne le mouvement ouvrier tout au long de son histoire.

Voilà notre héritage que nous devons sans cesse vivifier. Mais enfermés dans notre action quotidienne, nous saisissons mal les mille liens qui nous rattachent au passé, la richesse même de notre mouvement. Le

premier des objectifs utiles que devra se fixer l'histoire anarchiste sera de montrer la continuité, l'unité de notre démarche.

Le congrès de Saint-Imier, dont nous vous présentons cette semaine les résolutions, a fait état, jusqu'à ce jour, d'une abondante littérature à laquelle nous renvoyons le lecteur. Disons seulement que, décidé au lendemain du congrès de La Haye (2-7 septembre 1872), au cours duquel une majorité marxiste fictive de l'AIT avait expulsé Bakounine et Guillaume, le congrès de Saint-Imier (15-16 septembre 1872) regroupa les fédérations de l'Internationale qui refusaient de reconnaître la politique autoritaire menée par Marx et le Conseil général de Londres. Ce congrès n'était pas spécifiquement anarchiste et visait surtout à maintenir l'unité du mouvement ouvrier et de l'Internationale, compromise par les agissements de Marx. Les résolutions adoptées n'en résument pas moins les points essentiels des principes au nom desquels Bakounine et ses amis s'étaient battus contre les "autoritaires".

Véritable charte de l'anarchisme ouvrier ces considérants voient dans l'organisation et la résistance de la classe ouvrière, produit de l'antagonisme entre travail et capital, le terrain d'action privilégié pour préparer l'émancipation du prolétariat.

M.G.

Première résolution

Attitude des Fédérations réunies en Congrès à Saint-Imier, en présence des résolutions du congrès de La Haye et du Conseil général :

Considérant que l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections ouvrières sont la première condition à l'émancipation des travailleurs ; que tout pouvoir législatif et réglementaire accordé aux Congrès serait une négation flagrante de cette autonomie et de cette liberté, le congrès dénie en principe le droit législatif à tous les congrès, soit généraux soit régionaux, ne leur reconnaissant d'autre mission que celle de mettre en présence les aspirations, besoins et idées du prolétariat des différentes localités ou pays, afin que leur harmonisation et leur unification s'y opèrent autant que possible. Mais dans aucun cas la majorité d'un congrès quelconque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité.

Considérant d'autre part que l'institution du Conseil général dans l'Internationale est, par sa nature même est fatalement poussée à devenir une violation permanente de cette liberté qui doit être la base fondamentale de notre grande Association ; considérant que les actes du Conseil général de Londres, qui vient d'être dissout, pendant ces trois dernières années, sont la preuve vivante du vice inhérent à cette institution ; que, pour augmenter sa puissance d'abord très minime, il a eu recours aux intrigues, aux mensonges, aux calomnies les plus infâmes pour tenter de salir tous ceux qui ont osé le combattre ; que pour arriver à l'accomplissement final de ses vues, il a préparé de longue main le congrès de La Haye, dont la majorité, artificiellement organisée, n'a évidemment eu d'autre but que de faire triompher, dans l'Internationale, la domination d'un parti autoritaire, et que, pour atteindre ce but, elle n'a pas craint de fouler aux pieds toute décence et toute justice ; qu'un tel congrès ne peut pas être l'expression du prolétariat des pays qui s'y sont fait représenter : le congrès des délégués des fédérations espagnole, italienne, jurassienne, américaine et française, réuni à Saint-Imier, déclare repousser absolument toutes les résolutions du congrès de La Haye, et pour sauver et fortifier davantage l'unité de l'Internationale, les délégués ont jeté les bases d'un projet de pacte de solidarité entre ces fédérations.

Deuxième résolution

Pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle entre les fédérations libres :

Considérant que la grande unité de l'Internationale est fondée non sur l'organisation artificielle, mais sur l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, les délégués réunis à ce congrès ont conclu, au nom de ces fédérations et sections, et sauf leur acceptation et confirmation définitives, un pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle. Ils proclament hautement que la conclusion de ce pacte a pour but principal le salut de cette grande unité de l'Internationale que l'ambition du parti autoritaire a mise en danger.

Troisième résolution

Nature de l'action politique du prolétariat :

Considérant que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire ; que nul n'a le droit de priver les fédérations et sections autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne de conduite politique qu'elles croiront la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme ; que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement

politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes ; considérant que toute organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploiteuse : le congrès réuni à Saint-Imier déclare :

1) que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;
2) que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

3) que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Quatrième résolution

Organisation de la résistance du travail. Statistiques :

La liberté et le travail sont la base de la morale, de la force, de la vie et de la richesse de l'avenir. Mais le travail, s'il n'est pas librement organisé, devient oppressif et improductif pour le travailleur ; et c'est pour cela que l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et complète émancipation de l'ouvrier. Cependant, le travail ne peut s'exercer librement sans la possession des matières premières et de tout le capital social, et ne peut s'organiser si l'ouvrier, s'émancipant de la tyrannie politique et économique, ne conquiert le droit de se développer complètement dans toutes ses facultés. Tout État, c'est-à-dire tout gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur le travail et sur la justice, puisque par la nature même de son organisme, il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci.

Suivant nous, l'ouvrier ne pourra jamais s'émanciper de l'oppression séculaire, si à ce corps absorbant et démoralisateur, il ne substitue la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité. En effet, en plusieurs endroits déjà on a tenté d'organiser le travail pour améliorer la condition du prolétariat, mais la moindre amélioration a bientôt été absorbée par la classe privilégiée qui tente continuellement sans frein et sans limite, d'exploiter la classe ouvrière. Cependant, l'avantage de cette organisation est tel que, même dans l'état actuel des choses, on ne saurait y renoncer. Elle fait fraterniser toujours davantage le prolétariat dans la communauté des intérêts, elle l'exerce à la vie collective, elle le prépare pour la lutte suprême. Bien plus, l'organisation libre et spontanée du travail étant celle qui doit se substituer à l'organisme privilégié et autoritaire de l'État politique, sera, une fois établie, la garantie permanente du maintien de l'organisme économique contre l'organisme politique.

Par conséquent, laissant à la pratique de la révolution sociale les détails de l'organisation positive, nous entendons organiser et solidariser la résistance sur une large échelle. La grève est pour nous un moyen précieux de lutte, mais nous ne nous faisons aucune illusion sur ses résultats économiques. Nous l'acceptons comme un produit de l'antagonisme entre le travail et le capital, ayant nécessairement pour conséquence de rendre les ouvriers de plus en plus conscients de l'abîme qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, de fortifier l'organisation des travailleurs et de préparer, par le fait des simples luttes économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive qui, détruisant tout privilège et toute distinction de classe, donnera à l'ouvrier le droit de jouir du produit intégral de son travail, et par là les moyens de développer dans la collectivité toute sa force intellectuelle, matérielle et morale.

La Commission propose au congrès de nommer une commission qui devra présenter, au prochain congrès, un projet d'organisation universelle de la résistance et des tableaux complets de la statistique du travail dans lesquels cette lutte puisera de la lumière. Elle recommande l'organisation espagnole comme la meilleure jusqu'à ce jour.

La manchette Premier Mai édité par Sébastien Faure
Le Libertaire - Mai 1936

LE PREMIER MAI

Rudolph Rocker

Le premier rai de soleil du jour de mai naissant paraît sur les tombes silencieuses de Waldheim et découvre lentement le modeste monument des cinq anarchistes qui succombèrent en novembre 1887 entre les mains du bourreau. C'est de la tombe commune de ces cinq militants que surgit l'idée universelle du Premier Mai.

Le terrible assassinat de Chicago fut l'épilogue sinistre de ce grand mouvement qui se produisit le premier mai 1886 dans tous les centres industriels des États-Unis afin d'obtenir pour le prolétariat américain, avec l'arme de la grève générale, la journée de huit heures. Ces cinq anarchistes, dont les restes reposent sous la verte pelouse de Waldheim, furent les porte-voix les plus vaillants et les plus audacieux dans la grande lutte entre le capital et le travail et durent payer de leur vie leur fidélité à leurs frères de combat.

Inspiré de l'esprit des cinq pendus, le Congrès international de Paris, en 1889, conçut la résolution de proclamer le premier mai jour férié du prolétariat universel et jamais une résolution n'a trouvé un écho aussi puissant et enthousiaste au sein du grand peuple des déshérités. On vit dans la réalisation pratique de cette résolution un symbole de l'émancipation prochaine.

Ni la rage aveugle des exploitateurs, ni les misérables tentatives des politiciens socialistes ne furent capables de changer le sens profond de cette manifestation caractéristique ou de la faire dégénérer. Comme une lueur ardente, l'idée vécut dans le cœur immense du peuple travailleur de tous les pays et ne put en être extirpée, même durant les temps de dure réaction. Car c'était une idée surgie des profondeurs et qui devait maintenir solidement dans l'esprit des masses un espoir luttant pour une expression vivante et faisant appel à la vigoureuse conscience des opprimés. Comme une pensée nouvelle, l'idée resurgit du plus profond : ce n'est pas d'en haut que fleurira notre salut, c'est d'en bas que doit venir la force qui brisera nos chaînes et donnera des ailes à notre aspiration.

Le premier Mai est pour nous un symbole, un symbole de la libération sociale par la voie de l'action directe qui trouve sa forme la plus achevée dans la grève générale. Tous ceux qui souffrent la servitude et que la préoccupation quotidienne de l'existence marque de son empreinte, l'énorme armée de tous ceux qui extirpent les trésors de la terre, travaillent sur les hauts-fourneaux ou dirigent la charrue par les champs, tous ces millions d'êtres qui doivent satisfaire le capital, dans d'innombrables usines et ateliers, par un tribut de sang, les travailleurs manuels et intellectuels de tous les continents, tous seront partie de cette immense et invincible association du sein de laquelle jaillira un futur nouveau dès que la connaissance de sa désolante existence s'ancrera fortement dans la conscience de chacun de ses membres. Sur ses épaules, un monde entier repose, elle tient le destin de toute la société entre ses mains et sans sa force créatrice, toute vie humaine est condamnée à mort.

La vente de son travail et de son esprit est la cause occulte de sa servitude et de sa dépendance : le refus d'effectuer ce travail pour les monopolistes doit par conséquent se transformer en l'instrument de son émancipation. Le jour où cette évidence illuminera l'esprit des opprimés, ce jour sonnera le grand crépuscule des dieux de la société capitaliste.

Le Premier Mai doit être pour nous un enseignement qui apporte à la conscience des travailleurs et des opprimés l'énorme énergie qui est entre leurs mains. Cette force prend racine dans l'économie, dans notre activité comme producteurs. La société naît chaque jour de cette force et reçoit à tout moment les possibilités de son existence même. En cela, le membre d'un parti ne compte pas, mais bien le mineur, le cheminot, le forgeron, le paysan, l'homme qui produit les valeurs sociales et dont l'énergie créatrice maintient le monde sur ses rails. Le levier de notre force est là ; dans ce foyer doit être forgée l'arme qui blessera à mort le veau d'or. Nous ne parlons pas ici de la conquête du pouvoir, mais de la conquête de l'usine, du champ, de la mine. Car n'importe quel pouvoir politique n'a jamais été autre chose que la violence organisée qui impose aux grandes masses du peuple la dépendance économique envers des minorités privilégiées. L'oppression politique et l'exploitation économique vont de pair, elles se complètent et l'une ne peut exister sans l'appui de l'autre. Il est absurde de croire que de futures institutions gouvernementales constitueront un jour une exception. L'important n'est pas l'étiquette extérieure, mais l'essence d'une institution ; et la pire forme des tyrannies fut toujours celle qui s'est exercée au nom du peuple ou d'une classe. Par conséquent, toute véritable lutte contre le monopole de la possession est en même temps une lutte contre le pouvoir qui le protège, et de même que l'objectif du prolétariat militant sur le terrain économique est l'abolition et la suppression du monopole privé sous toutes ses formes, son objectif politique doit être aussi la suppression de toute institution du pouvoir. Celui qui utilise l'une de ces formes pour anéantir l'autre n'a pas compris la véritable signification du socialisme, et c'est toujours l'application du même principe d'autorité qui a été jusqu'ici la pierre angulaire de toutes les tyrannies.

Le Premier Mai doit être un symbole de la solidarité internationale, d'une solidarité non limitée aux cadres de l'État national qui correspond toujours aux intérêts des minorités privilégiées du pays. Entre les millions de salariés qui supportent le joug de l'esclavage, il existe une unité d'intérêts, quelle que soit la langue qu'ils parlent et la bannière sous laquelle ils sont nés. Mais entre les exploitateurs et les exploités d'un même pays, il existe une guerre ininterrompue qui ne peut être solutionnée par aucun principe d'autorité et qui prend ses racines dans les intérêts contradictoires des diverses classes. Tout nationalisme est un déguisement idéologique des véritables faits : il peut dans un moment donné entraîner les grandes masses vers ses représentants menteurs,

mais il n'a jamais été capable d'abolir la brutale réalité des choses. Les mêmes classes qui, à l'époque de la Guerre mondiale, tentèrent d'élever le patriotisme du peuple jusqu'à l'exaltation, envoient aujourd'hui les produits du travail du prolétariat allemand à celui qui fut en d'autres temps "l'ennemi étranger", tandis que les grandes masses manquent du plus nécessaire dans leur propre pays. Les intérêts nationaux des classes dominantes sont mis en balance. Quand ils sont identiques aux intérêts de leur porte-monnaie et qu'ils produisent le pourcentage nécessaire. Et si des millions de pauvres diables ont laissé leur vie ou leurs membres dans cette folie des grandes tueries des peuples, ce ne fut jamais parce qu'ils voulaient payer telle ou telle dette de l'honneur national, mais parce que leurs cerveaux ont été maintenus dans les ténèbres des préjugés artificiellement créés.

Et cette sanglante tragédie se répétera, à moins que les ouvriers ne prennent conscience des véritables ressorts de la guerre et des pantalonnades nationalistes. La lutte infatigable contre le militarisme, non les vulgarités pacifistes, nous est donc nécessaire. Tant que les travailleurs seront disposés à produire les instruments de mort violente et du massacre des masses, la "soif de sang" des peuples ne disparaîtra pas ; pour les esclaves qui forgent eux-mêmes leurs chaînes, la libération n'arrivera jamais.

Ainsi le Premier Mai est pour nous une puissante manifestation contre tout militarisme et contre l'immense supercherie nationaliste derrière lesquels se cachent les intérêts brutaux des classes possédantes.

Il faut créer un futur nouveau sur les bases du socialisme libertaire, sous le souffle ardent duquel les conceptions moribondes des temps passés et les institutions rongées du présent disparaîtront dans l'abîme de ce qui a été, pour ouvrir l'ère de la véritable liberté, de la véritable égalité et de l'amour humain.

Nous célébrons le Premier Mai dans ce sens, comme le symbole d'un avenir prochain qui germera au sein du peuple révolutionnaire pour racheter le monde de la malédiction des dominations de classes et de l'esclavage du salarié.

Rudolph Rocker

Le Monde Libertaire - 222 - Mai 1976

LES CINQ MARTYRS DE CHICAGO

Traduit de Solidaridad Obrera par Carmen

À l'occasion de ce nouveau premier mai, nous avons pensé qu'il serait bon de faire connaître ou de rappeler à nos lecteurs quels hommes furent tragiquement à l'origine du choix de cette date comme journée internationale de revendications.

La date du premier mai 1886 avait en effet été choisie quelque temps plus tôt par les deux grandes organisations ouvrières américaines, l'IWPA, et l'AFL, pour un gigantesque mouvement de grèves sur le plan national si d'ici-là ces deux organisations n'avaient pu obtenir la journée de huit heures pour laquelle elles se battaient depuis longtemps déjà.

C'est à Chicago où le gros patronat local s'était acquis une forte réputation de dureté que le drame allait éclater. S'il ne se passa rien ce premier mai 1886 à Chicago, six ouvriers grévistes étaient dès le lendemain abattus par la police. Ce fut au meeting de protestation qui eut lieu le soir même qu'un agent provocateur jeta une bombe parmi l'assistance. Cet événement servit de prétexte à l'une des plus féroces répressions dont le mouvement ouvrier fut la victime.

Pour bien faire les choses, la justice s'abattit sur les militants les plus en vue. Parsons, Spies, Fielden, Schwab, Engel, Fischer, Lingg et Neebe furent inculpés de conspiration et de meurtre.

Cinq de ces militants, tous anarchistes, furent condamnés à mort.

Lingg n'ira pas jusqu'à la potence, il se suicidera dans sa cellule. Les quatre autres seront pendus le 11 novembre 1887.

Voici quels furent ces "martyrs de Chicago" qui se battirent et moururent pour autre chose que de beaux bulletins de paye ou des brins de muguet.

Auguste SPIES

Spies naquit le 10 décembre 1865 à Friedewalde (Hesse-Kassel), en Allemagne. Son père était employé forestier à Kurbesse... Élevé par les maîtres de la maison, il fut envoyé plus tard à Kassel où il entra à Polytechnique afin de préparer sa profession forestière... À 16 ans il était déjà géomètre et à 17 libre penseur... Passionné par les études, mais aussi par la lecture, il dévorait les classiques allemands, Feuerbach, Kant, Molleschott, etc.

Il étudiait depuis un an à Kassel quand son père mourut et il dut interrompre ses études... C'est alors que Spies décida d'émigrer en Amérique où vivaient des parents de sa mère très aisés. En 1872 il débarqua à New

York. Sur le conseil d'un oncle, qui habitait cette ville, il se mit à apprendre le métier de tapissier. À cette époque-là il était encore fervent admirateur de Bismarck et de l'empereur allemand. Du socialisme, il ne savait strictement rien. À peine avait-il lu çà et là quelques lignes sur la Commune de Paris et il croyait que les socialistes et les communistes ne voulaient que détruire toute propriété. Spies considérait cela comme une monstrueuse absurdité.

Le meeting de Haymarket à Chicago en 1886...

Après avoir appris son métier, il décida d'aller explorer l'Ouest, mais comme il ne trouva sur place aucun emploi dans sa branche, il se lança dans le commerce et géra une librairie. En 1877, il adhéra au mouvement ouvrier, après avoir lu une partie de la littérature socialiste. Membre de la section de Chicago du Parti ouvrier socialiste, il fut extrêmement actif durant la période électorale de 1878, quand le Dr Smith fut présenté comme candidat à l'intendance par les socialistes. Lui-même fut désigné de 1879 à 1881 pour la législation et autres fonctions politiques. En 1880, il avait accepté le poste d'administrateur de Arbeiterzeitung (quotidien du travailleur), qui était au bord de la faillite. Par son travail et ses capacités il ramena le journal à la prospérité. La rédaction s'intéressait encore à l'agitation politique, mais lorsque s'effectua la scission entre la section socialiste et la tendance social-révolutionnaire, orientée par Most (1), la rédaction suivit Spies.

Au Congrès des socialistes en 1882, à Pittsburg, Spies défendit la propagande social-révolutionnaire, déclarant que les travailleurs n'obtiendraient jamais leurs droits par la voie des urnes et des suffrages. Dès cette époque-là il se considéra anarchiste et se mit à étudier Proudhon et Bakounine.

En aucun cas je ne suis partisan des courtes révoltes qui sont dues aux conditions actuelles, dit-il en 1886, à l'époque de son procès, lors d'une entrevue en prison... Dans son autobiographie, publiée par Nina Van Zandt, on peut lire : Ma philosophie a toujours été que le but de la vie soit seulement l'épanouissement de l'individu et l'application rationnelle de ce principe est la véritable moralité. Le socialisme peut être défini comme une science, comme une forme déterminée d'organisation sociale, tandis que l'anarchisme (la négation de l'autorité imposée) est le fil qui anime toutes les époques de l'évolution sociale et humaine ; c'est la lutte pour la souveraineté de l'individu. Bien que dans le concept général je sois anarchiste, je suis aussi pratiquement et spécifiquement socialiste (2).

Voici une autre pensée de Spies :

Non, je n'exige pas la terre entière, je veux que tous soient en possession de la terre. Y a-t-il là quelque chose de ridicule ?

L'anarchisme enseigne que dans une forme sociale collectiviste, dans une égalité économique et une indépendance individuelle, l'État – le père politique – doit être débarrassé comme un tas d'ordures et la barbarie avec. L'anarchisme ne signifie pas avalanche de sang, d'incendies, de vols. Ces monstruosité, au contraire, sont les propres caractéristiques du capitalisme. Anarchie signifie paix pour tous. L'anarchisme et le socialisme signifient la réorganisation de la société sur des bases scientifiques et l'abolition des causes qui produisent les vices et les crimes.

Le capitalisme apporte d'abord les maladies et après fait semblant de les guérir avec la violence.

Albert R. PARSONS

Parsons raconta sa vie à un reporter alors qu'il était à la prison de Cook Country. Celui-ci la livra à la publicité comme suit :

Je suis né le 20 juin 1848, à Montgomery (Alabama), États-Unis. Mes ancêtres quittèrent l'Angleterre pour les Amériques en 1632 et s'installèrent dans les environs de Narranganset-Bay. C'étaient des puritains. Mon père était natif du Maine et ma mère du New Jersey. J'avais 5 ans lorsque mourut ma mère et je fus envoyé au Texas avec un frère marié.

De là, nous allâmes à Johnson Country, où nous restâmes 2 ans. Après quoi on alla voir du côté de Hill Country ; puis on me refila à une sœur mariée avec qui je repartis au Texas, à Waco. En 1859 je fus embauché comme apprenti typographe dans l'imprimerie du "Galveston Daily News" (quotidien de Galveston), où je suis resté 7 ans.

Quand la guerre éclata en 1861 contre le Sud, je m'engageai dans une compagnie de volontaires appelée "Lone Star Rifles".

Mes premières expériences en tant que soldat se déroulèrent au cours d'un voyage que je fis à bord d'un bateau de passagers, le "Morgan", transformé en bateau de guerre pour arrêter le bateau fédéral "Star of the West". Après une semaine passée dans le golfe de Mexico, nous arrivâmes à Corpus Christi, où nous trouvâmes l'armée du général Smigg qui avait fait évacuer les forts des frontières du Texas. Nous revînmes à Galveston où ma compagnie fit de longues marches sur terre pour se retrouver avec l'armée du général Lee, en Virginie.

Comme j'étais trop jeune pour supporter la fatigue, on m'abandonna en chemin. Quelques mois après, j'arrivai du côté de Sabine où je m'engageai dans une compagnie d'artilleurs ; j'y restai un an à peu près, jusqu'à ce que nous fussions tous réformés par la loi de conscription. J'ai fini la guerre vers 1865 dans la brigade du général Parsons...

Après toutes ces pérégrinations je suis revenu à Waco où j'ai été pendant six mois à l'école, à la suite de quoi je suis devenu professeur ! Tout de suite après, j'ai fondé un journal intitulé "The Spectator" (le spectateur). Je l'ai rédigé et publié dans le seul but de voir la reconstruction du Sud par le Nord. C'est avec ces idées-là que j'ai adhéré au Parti républicain, qui, à cette époque, défendait la race noire contre l'esclavage. Me mêler de la défense des noirs ne m'a apporté que des ennuis de la part de mes parents et amis. Les négriers étaient si furieux contre moi, que j'ai été plusieurs fois menacé de mort ; j'ai même reçu un coup de matraque d'un banquier parce que j'avais déclaré en sa présence que jamais je ne cesserais de défendre les droits de mes frères de couleur.

Je fis une série de discours déclarés incendiaires par les esclavagistes. En 1871, je fus élu lecteur du Sénat de l'État du Texas. Le gouverneur en profita pour me nommer également colonel de la milice. En tant que tel, j'ai rendu bien des services pour le remplissage des urnes en protégeant les pauvres noirs dans leurs droits civils qui étaient poursuivis et assassinés par les membres du Klux.

En 1873, je vins à Chicago. J'adhérai aussitôt à l'Union des typographes et j'en suis encore membre. Mon premier emploi de typographe je l'ai eu à l'"Inter-Ocean" et trois ans après je travaillai pour le "Chicago Times".

En 1875 je m'affiliai au Parti ouvrier socialiste, et l'année suivante à l'Ordre des chevaliers du travail, dont je suis encore membre.

La même année, les socialistes me nommèrent candidat au Conseil et en 77, je fus viré du "Times" pour avoir participé à la grande grève des typographes au mois de juillet. L'avalanche d'élections continua ainsi ; en décembre 77, je fus élu délégué au Congrès du Parti ouvrier socialiste des États-Unis, célébré à Newark (New Jersey).

De retour à Chicago, je fus deux fois délégué au Congrès par les camarades de Country Clerk, deux fois conseiller. En 1879, la section de Chicago me nomma délégué au Congrès du Parti ouvrier socialiste à Alleghany City, et, en 1880, j'abandonnai le parti pour retrouver les socialistes révolutionnaires dont je fus encore le délégué à leur Congrès. Je fus aussi délégué au Congrès de Pittsburg où fut organisée l'AIT, dont je suis encore membre.

Comme orateur et propagandiste, j'ai traversé seize États de notre pays et pendant ces onze dernières années j'ai parlé à plus de mille meetings sur les divers thèmes du socialisme.

Je suis père de famille et j'ai deux enfants, un garçon de huit ans et une fille de six.

Depuis 1884, Parsons était rédacteur de Alarm, journal fondé à Chicago par les internationalistes, interdit après l'affaire de Haymarket (le marché de Hay) par la police.

En 1872, il s'était installé à Austin avec sa compagne qu'il avait connue toute petite alors qu'elle était esclave de ses parents. Durant toute sa vie, sa compagne fut une propagandiste de l'anarchisme.

Adolf FISCHER

Je suis typographe de métier et j'ai 25 ans. Je suis né à Bremen, Allemagne. À 15 ans, je vins aux Amériques. À Little Rock (Arkansas) où mon frère Wilhelm (Guillermo) publiait "Arkansas Staats Zeitung" (gazette de la cité d'Arkansas), j'appris donc le métier de typo. Après j'ai travaillé à "La Voix du Peuple de l'Est", à Saint-Louis et depuis 1889, je suis membre de l'Union des typographes.

J'ai appris de très bonne heure les principes du socialisme... En 1881, je me suis marié et j'ai déménagé à Nashville (Tennessee). Quelques mois après, on est reparti à Cincinnati et c'est là que j'ai adhéré au Parti ouvrier socialiste. J'ai travaillé un petit moment à "La Presse Libre" de Cincinnati, et à "L'Ami du Peuple", et très vite je me suis vu refuser partout à cause de mes activités.

Après bien des ennuis financiers, nous débarquâmes à Chicago, ma famille et moi. J'ai tout d'abord travaillé à "La Presse Libre de Chicago", puis à "Arbeiterzeitung", où je devins chef typo.

Au sujet de sa participation dans la prétendue conspiration qui devait avoir inspiré les faits de Haymarket, Fischer déclara devant le tribunal :

Dans l'affaire de la bombe de Haymarket, je suis aussi innocent que le ministre Grinnel. Je ne nie pas que j'ai été de ceux qui ont organisé le meeting, mais le meeting n'avait pas pour objectif l'application de la violence et la perpétration de crimes.

Le meeting avait été organisé pour protester contre la violence et les crimes exercés par la police quelques jours auparavant aux usines Mac Cormick... Je ne nie pas non plus que dans le tract invitant le public on pouvait lire : "Travailleurs, venez armés !" et nous avons raison de dire cela aux ouvriers car nous ne voulions pas qu'ils soient fusillés au cours du meeting comme cela s'est produit dans d'autres occasions.

Lorsque les tracts furent imprimés et que Spies en lut un, il me dit : "Fischer, si on diffuse ces tracts, je ne parle pas". On ne diffusa donc pas ces tracts et Spies parla. C'est tout ce que j'ai à voir avec la réunion.

Le verdict prononcé contre moi n'est pas destiné à punir un assassinat mais l'anarchisme. J'ai la conviction d'avoir été condamné à mort parce que je suis anarchiste et non pour être délinquant.

Je n'ai jamais commis un crime, mais je connais quelqu'un qui est en passe de devenir un criminel, celui qui m'a accusé et fourni des témoins, le financier Grinnel.

Cependant si les classes dirigeantes croient se débarrasser des anarchistes et de l'anarchisme, ils se trompent lourdement, car pour les anarchistes les principes sont plus importants que la vie. Un anarchiste est toujours prêt à mourir pour ses idées, mais dans cette affaire je suis faussement accusé. Je suis condamné pour être anarchiste et c'est tout ce que j'ai à dire.

Georg ENGEL

Engel communiqua sa biographie de la façon suivante :

Je suis né le 15 avril 1836 à Kassel (Allemagne). Mon père était un pauvre maçon. Il mourut alors que j'avais huit ans. À onze ans, ma mère me quitta aussi, morte du choléra. Mes frères furent expédiés à l'hospice et moi je fus confié à une famille pauvre pour 25 marks de pension. Ces gens-là me faisaient crever de faim et souvent je devais aller mendier un bout de pain auprès des voisins.

À quatorze ans, on me laissa libre. Je cherchai un cordonnier qui me prenne comme apprenti, mais on ne voulut pas de moi parce que j'étais tout en guenilles. Je fis la route jusqu'à Francfort à pied et là je fus embauché. En 1856, je me décidai à pratiquer la "Wanderschaft" (pérégrination professionnelle très fréquente en Allemagne, qui regroupait tous les ouvriers manuels errant à travers le pays), et c'est comme ça que j'ai vu du pays, Mainz, Cologne, Bremen, Hambourg, Schleswig, Vienne, Budapest et Rome. Revenu à Schleswig en 1864, je m'incorporai dans une compagnie pour combattre le Danemark. Après la dissolution des "corps francs", je retournai en Prusse et en Autriche pour pratiquer de nouveau la Wanderschaft.

Après de nombreux autres voyages, je décidai de me fixer à Mecklenburg et je me mariaï. Après une faillite, j'émigrâi en Angleterre où je trouvai une occupation à Winsford. Je suis resté là un an, après quoi je suis parti aux Amériques.

À Philadelphie, j'ai attrapé une maladie de la vue et j'ai dû me faire hospitaliser. En 1874, je vins à Chicago et pris une affaire de tabac alors que j'étais presque aveugle. Les écrits de Conzett m'amenèrent au socialisme. Je devins membre actif de la Lehr-und-Wehrverein et pris part au mouvement politique du Parti ouvrier socialiste.

Lorsque nous fûmes trompés par les politiciens de Chicago durant les élections, je me suis tourné vers la social-démocratie radicale puis vers l'anarchisme.

Louis LINGG

Le confectionneur (mais non poseur) de bombes de dynamite, Louis Lingg, naquit le 9 septembre 1864 à Mannheim (Baden) en Allemagne.

De parents pauvres, il connut très vite les désagréments de la misère.

À treize ans, un événement le marqua profondément. Ça se passait en hiver. Son père qui travaillait pour un négociant en bois, était occupé dans la scierie de la localité. Une poutre roula sur la glace du Rhin. Le père essaya de la retirer mais la glace se rompit et il resta immergé. Il fut sauvé mais le froid lui causa une maladie dont il ne se remit jamais. Son exploitateur fit ses calculs, commença par réduire son salaire et, dans un deuxième temps, prétextant de mauvaises affaires, le limogea.

Louis Lingg devint menuisier et fit son apprentissage dans la Wanderschaft. Il voyagea dans le sud de l'Allemagne et en Suisse. À Berne, il se mit en rapport avec des anarchistes.

À cette époque, le mouvement anarchiste était à son apogée en Suisse. La propagande par le fait, les attentats contre la police de Vienne battaient également leur plein ainsi que les sombres affaires de Merstallinger, Eisert, Lettinger, etc., où Kammerer et Stellmacher furent pendus.

La Suisse était le centre des complots et il est probable que le jeune Lingg qui n'avait pas encore vingt ans fut attiré par tout cela. Le fait est que Lingg connut Kammerer.

Les mesures prises par le Conseil fédéral suisse contre les anarchistes étrangers et le désir d'échapper au service militaire firent que Lingg émigra aux États-Unis.

Il arriva à Chicago en 1885 et tout de suite adhéra au mouvement anarchiste. Il y avait dix mois qu'il était là lorsque se déroulèrent les faits du Haymarket. Durant le procès on apprécia vivement son valeureux comportement. Le 16 mars 1888, Freiheit (journal anarchiste qui paraissait en langue allemande simultanément en Amérique et en Allemagne, fondé et animé par Johan Most) (3) publiait quelques pensées de Lingg qu'il rédigea en prison. Les voici :

Qu'est-ce que l'anarchie ? Une existence humaine digne, durant toute notre vie car elle garantit à tous la parfaite liberté individuelle par laquelle les besoins de l'homme sont satisfaits dans la répartition équitable des productions de la communauté.

La société libre anarchiste trouve ses limites dans celles de la terre. L'anarchie consiste à garantir la plus grande part de bonheur pour tous. Cet objectif s'obtiendra par l'extirpation totale de la domination. Cette domination est personnifiée par les exploités et les tyrans.

Après l'abolition de la domination, les travailleurs s'organiseront en accord avec leurs capacités et leurs besoins.

La centralisation, c'est-à-dire la soumission des divers groupes de production et de consommation sous le contrôle d'un groupe composé d'individus dominateurs ou d'une majorité de gens autoritaires, n'est pas recommandable car elle établirait une nouvelle domination et rendrait illusoires les objectifs évidents de la société libre et anarchiste.

Solidaridad Obrera

(1) Consulter l'œuvre de Rudolf Rocker, Johan Most : la vie d'un rebelle, éditions La Protesta – Buenos-Aires, 1925.

(2) Interdépendance entre la pensée anarchiste de Warren et Andrews, auteurs de The Sovereignty of the Individual (la souveraineté de l'individu) et le socialisme anarchiste de Most. Consulter l'œuvre de Rocker, La pensée libérale aux États-Unis, éditée par Americana, Buenos Aires, 1944.

(3) Freiheit signifie en allemand liberté. Tel était donc le titre de la publication anarchiste la plus importante qu'il y ait jamais eu en langue allemande. Il est à noter que la plus importante publication anarchiste qui paraisse actuellement en Angleterre porte le même titre : Freedom.

L'arrestation de Ravachol en une du Petit Parisien...
Le Monde Libertaire - 921 - Été 1993

IL Y A UN SIÈCLE : LES LOIS SCÉLÉRATES

Gaétano Manfrédonia

Il y a bientôt un siècle, après les attentats retentissants commis par Ravachol et Émile Henry, les parlementaires profitaient de la bombe lancée dans l'enceinte de la Chambre par Auguste Vaillant le 9 décembre 1893 pour faire adopter un premier train de lois répressives les jours suivants. Ces nouvelles dispositions furent complétées – au lendemain de l'assassinat du président Carnot par Sante Caserio – par une nouvelle loi ayant pour but de réprimer les menées anarchistes. Les lois scélérates – comme on les appela aussitôt – sous couvert de défense de l'ordre social menacé par la propagande par la propagande par le fait des compagnons, vont en fait légitimer une période de répression sans précédent depuis la saignée de la Commune, dont nombre de militants feront injustement les frais.

Cent ans après, les anarchistes semblent avoir acquis – pour l'instant – droit de cité au sein de la République française. Et pourtant, vieux et nouveaux projets liberticides sont toujours à l'ordre du jour sous couvert de prétextes les plus divers ; hier le terrorisme, aujourd'hui l'immigration, demain qui sait quoi ? Il est bon par les temps qui courent de s'interroger sur ce que ces "lois" ont pu représenter. Ce n'est pas toujours aux autres que cela arrive.

La fausse peur des bien-pensants

Adoptée "officiellement" lors du congrès anarchiste international de Londres en 1881, la propagande par le fait, à savoir l'utilisation de tous les moyens – y compris terroristes – pour hâter la révolution sociale, va profondément marquer toute la propagande libertaire en France pendant une bonne quinzaine d'années. Et pourtant ce n'est qu'à partir de 1892, avec la bombe spectaculaire de Ravachol au domicile de l'avocat général Bulot – coupable d'avoir fait condamner des compagnons à l'occasion du 1er mai de l'année précédente – que va s'enclencher la dynamique répression-représaille-répression. Malgré l'arrestation puis l'exécution de Ravachol, les attentats se multiplièrent et d'autres "vengeurs" suivirent son exemple : Léauthier, Pauwels, Émile Henry, Auguste Vaillant, frappent tour à tour hommes et symboles de la société bourgeoise.

Ces attentats furent salués par la grande majorité des libertaires comme étant le signe avant-coureur de la révolution sociale proche, le début de la prise de conscience par le peuple de sa situation de paria. La figure de Ravachol, tout comme celle des autres dynamiteurs, fut quasiment mythifiée. Un jeune littérateur compagnon de route des libertaires, Paul Adam, s'écria : Un saint nous est né ! Même Édouard Drumont, le gourou de

l'antisémitisme, y trouva matière à dénoncer l'anarchie par en bas, pendant naturel de l'anarchie par en haut, provoquée par les Rothschild, et qui annonçait la fin d'un monde.

Indiscutablement, devant la multiplication des attentats l'émotion est grande dans le pays ; et pourtant, on ne peut pas parler de l'existence d'un véritable climat de psychose collective. Certes, les bourgeois ont peur et crient vengeance mais le pays profond n'accueille pas sans un certain sourire de complicité les explosions des compagnons qui, semant la terreur parmi les puissants et les assis, les vengent à leur manière. Le nombre de chansons ou de poésies ironiques consacrées à ces événements prouvent en tout cas que l'opprobre n'était guère général. Un chansonnier connu, Eugène Lemerrier, dans son Trac de la dynamite, s'amuse sur un ton licencieux des frayeurs des amoureux craignant désormais que leurs maîtresses n'aient une bombe... entre les tresses. Jules Jouy, l'intermittent auteur du Chat noir, s'amusa de son côté, sur les malheurs d'un magistrat à qui plus personne ne voulait donner de logement par peur des explosions. Ce "manque de civisme" n'était cependant guère surprenant car, même si la police n'arrivait pas à venir à bout de l'épidémie terroriste, à aucun moment les attentats ne mirent en danger les institutions de la République. L'occasion offerte par ceux-ci était cependant trop belle pour qu'on la laisse passer. Après le discrédit que le scandale de Panama avait jeté sur une majorité de parlementaires, ces événements tombaient à pic pour redorer le blason des "chéquards" et accréditer l'opinion qu'ils pouvaient constituer encore un barrage solide à la "subversion".

Des lois excessives et barbares

L'acte de Vaillant fut ainsi immédiatement exploité pour faire adopter en moins d'une semaine – et sans aucune discussion préalable – deux lois : une le 12 décembre 1893 portant sur la presse et l'autre le 18 sur les associations de malfaiteurs.

La première de ces lois scélérates modifiait les dispositions de la loi du 29 juillet 1881 en créant une nouvelle catégorie de délits, celui d'apologie de faits qualifiés crimes. Son but : frapper les provocations indirectes ce qui donnait la possibilité aux autorités d'ordonner saisies et arrestations préventives dès qu'elles l'estimaient nécessaire. Encore plus directement, la loi sur les associations de malfaiteurs du 18 décembre se fixait comme objectifs de pouvoir poursuivre toute forme d'entente établie dans le but de préparer ou de commettre des attentats contre les personnes et les propriétés même si il n'y avait pas eu un début quelconque de mise en exécution. La définition extrêmement floue de la notion d'entente ainsi que de celle d'attentat contre les personnes et les propriétés permettait, en réalité, aux autorités de pouvoir frapper désormais de la peine des travaux forcés à temps quiconque aurait été mêlé d'une manière ou d'une autre aux activités libertaires – dont la plupart tombaient sous le coup de la loi – même si sa participation avait été anodine ou occasionnelle.

Cet ensemble législatif fut complété au lendemain de l'assassinat de Carnot par une troisième loi scélérate qui visait cette fois-ci directement à interdire la propagande anarchiste ou antimilitariste sous toutes ses formes. Tout individu convaincu d'avoir, dans un but de propagande anarchiste :

1. Soit par provocation, soit par apologie [...] incité une ou plusieurs personnes à commettre soit un vol, soit les crimes de meurtre, de pillage, d'incendie [...] ;

2. Ou adressé une provocation à des militaires des armées de terre et de mer, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs [...] serait déféré aux tribunaux de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans. Pire, la peine de la relégation pouvait maintenant être prononcée contre les individus condamnés en vertu de cette nouvelle loi à une peine supérieure à une année d'emprisonnement... En clair, la "guillotine sèche", l'envoi au bagne, guettait désormais tout militant libertaire même si coupable seulement de délit de parole ou bien d'apologie des actes de propagande par le fait.

Des lois dangereuses pour les libertés

Ces dispositions, véritables lois d'exception, réintroduisaient, en France, sous des formes nouvelles, les différentes mesures liberticides prises sous la monarchie de Juillet ou le Second Empire pour juguler toute forme d'opposition. Leur caractère ouvertement arbitraire a fait écrire en pleine affaire Dreyfus à Francis de Pressensé – le président de la Ligue des droits de l'homme – qu'il s'agissait de mesures qui ne sont rien de moins que la violation de tous les principes de notre droit (1).

Le caractère exceptionnel de ces lois, ainsi que leur utilisation de plus en plus espacée après l'amnistie générale de 1895 et la fin de la période des attentats, ont porté toutefois un certain nombre d'historiens ou d'hommes politiques à voir en elles rien d'autre que des mesures ponctuelles vite tombées en désuétude avec l'éloignement de la menace anarchiste. C'est là une erreur car nous pensons, bien au contraire, que ces lois marquent un véritable tournant dans la pratique répressive en France qui inaugure des formes modernes de traitement du "déviant politique".

Tout d'abord, il s'agit de dénoncer le mythe d'une soi-disant clémence dans l'application des lois scélérates après 1895. Émile Pouget dans un très important mémorandum sur l'application des lois d'exception de 1893 et 1894, paru d'abord dans la Revue blanche en mai-août 1898 (2), détaillait toute une série de cas dans

lesquels de simples militants s'étaient vus appliquer les dispositions les plus dures – à savoir la relégation – coupables seulement, comme dans le cas du compagnon Monod, de s'être un peu trop ostensiblement réjouis de la mort de Carnot... .

En deuxième lieu, il faut bien voir que l'adoption des lois scélérates s'accompagne de la mise en place de tout un système de surveillance policière des plus tatillons visant ni plus ni moins la mise en fiche de tous ceux qui, de près ou de loin, pouvaient avoir un rapport quelconque avec les idées anarchistes. Des états signalétiques des personnes soupçonnées d'être proches des libertaires vont ainsi être établis dans tous les départements et périodiquement mis à jour. Des listes nominatives imprimées – sur du papier couleur vert – sont aussi dressées pour les compagnons "sans domicile fixe" ce qui offre, par la même occasion, aux autorités la possibilité d'insérer dans cette liste tous les chanteurs ou colporteurs itinérants même si leurs convictions politiques ne sont guère affirmées... Les étrangers quant à eux vont avoir droit à un traitement particulier avec deux répertoires séparés : le premier concernant les anarchistes étrangers expulsés de France et le deuxième les anarchistes étrangers non expulsés, résidents hors de France !

Les lois scélérates enfin, au-delà de leur caractère anti-anarchiste, se présentent bel et bien comme une tentative – la première depuis la Commune de 1871 – de criminaliser des formes de contestation radicales en rupture totale, tant par leurs méthodes que par leurs objectifs, avec la politique de consensus que les républicains opportunistes au pouvoir cherchent péniblement à mettre sur pied. Dans ces mesures, ce qui frappe n'est pas tellement ni la gravité des peines encourues par les anarchistes, ni le caractère élastique de notions comme celle d'association de malfaiteurs, mais plutôt la volonté délibérée d'exclure du champ de l'action politique des forces en mesure d'en bouleverser les règles établies. Nous pensons en effet que la véritable signification des lois scélérates réside – indépendamment de la volonté de défendre l'ordre établi d'une menace immédiate – dans la tentative d'établir une ligne de démarcation nette entre des formes de contestation légitimes (socialisme parlementaire) et illégitimes (anarchisme et action directe).

Une des conséquences directes de leur adoption sera en tout cas la mise en place d'un système de traitement du déviant politique que nous pourrions qualifier de "à deux vitesses" ; système qui se trouve au cœur des mécanismes de maintien de l'ordre au sein des régimes démocratiques modernes et que les autorités établies – à commencer par la France – ne se sont pas privées d'utiliser tout au long du XIXe et du XXe siècle, dès que les circonstances l'ont nécessité.

Gaétano Manfrédonia

(1) F. de Pressensé, Notre loi des suspects, in Les lois scélérates de 1893-1894, Paris, éditions de la Revue Blanche, 1899.

(2) Émile Pouget, ibid.

La Fédération Anarchiste

s'exprime chaque semaine dans

Le Monde

Libertaire

Rédaction:

145 rue Amelot

75011 Paris

Tél (1) 48.05.34.08

Fax (1) 49.29.98.59

Tarif des abonnements sur demande.

LES ÉDITEURS

Éditions du Monde Libertaire

Depuis quelques décennies maintenant, les Éditions du Monde Libertaire brandissent haut et clair le drapeau de la révolution sociale.

Chaque brochure, chaque livre, publié aux Éditions du Monde Libertaire est une cartouche que la récolte peut mettre dans le fusil de l'espoir.

Est-il besoin de préciser, les Éditions du Monde Libertaire ne sont financées ni par la CIA, ni par Coca-Cola, ni par le Vatican, ni par Moscou, ni par le Parti socialiste, ni par les ciments Le Pen, ni par...

Les Éditions du Monde Libertaire ne vivent que par et pour la révolution sociale. Que par et pour toutes celles et tous ceux qui ont dans le cœur un autre présent et un autre futur de liberté, d'égalité, d'entraide, d'autogestion... Que pour vous !

Les Éditions du Monde Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris

Disponible dans le catalogue

- Pierre Joseph Proudhon, De la Capacité politique des classes ouvrières, 1977, deux tomes, 437 pages, 60 francs.
- Luigi Fabri, Dictature et révolution, 1986, 276 pages, 60 francs.
- Maurice Joyeux, Sous les plis du drapeau noir, 1988, 300 pages, 120 francs.
- Collectif, Mai 68, par eux mêmes !, 1989, 239 pages, 90 francs.
- René Berthier, Bakounine politique, 1991, 240 pages, 100 francs.
- Yves Peyraut, Radio Libertaire: la voix sans maître, 1991, 194 pages, 90 francs.
- Nathalie Brémand, Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry, 1992, 160 pages, 80 francs.
- Sébastien Faure, Écrits pédagogiques, 1992, 176 pages, 80 francs.
- Collectif, Bonaventure, une école libertaire, 1995, 176 pages, 60 ff, 400fb (*).
- Collectif, L'anarchisme, images et réalités, 1996, 168 pages, 60 francs.
- René Berthier, Ex-Yougoslavie, ordre mondial et fascisme local, 1996, 192 pages, 70 francs, co édité avec l'Atelier de Création Libertaire et Réflexes.
- Commission Femmes de la FA, Avortement, contraception: on vous l'a déjà dit, on veut choisir, 92 pages, 1992, 35 francs (*).
- Collectif, Réflexions anarchistes sur l'Ordre moral, 92 pages, 1993, 35 francs (*).
- Collectif, Réflexions anarchistes sur le travail, 92 pages, 1995, 35 francs (*).
- Régis Balry, Drogues: le débat censuré, 52 pages, 1996, 20 ff, 100 fb (*)
- Collectif, Mondialisation du capitalisme et luttes de classe, 1996, 20 francs.
- Collectif, Le hasard et la nécessité, comment je suis devenu libertaire, 100 pages, 1997, 40 ff, 250 fb (*)

- Floréal, À la petite semaine, 1997, 52 pages, 1997, 20 ff, 100fb (*)
- Patsy, No pasaran, 1996, 52 pages, 30 ff, 180 fb (*)
- Patsy, Ramadan plombé, 1997, 130 pages, 40 ff, 250 fb (*)
- M. Delasalle, A. Miéville, M. Antonioli, Anarchisme et syndicalisme, le congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907), 232 pages, 1998, 60 ff, 400 fb.
- Groupe Nestor Makhno, Du fascisme au post-fascisme, 1998, 20 ff, 100 fb.
- Daniel Vidal, Paul Roussenq, le bagnard de Saint-Gilles, 1998, 20 ff, 100 fb (*)
- Amédée Dunois - René Berthier, Bakounine, 1998, 20 ff, 100 fb (*)
- Gérard Lorne, Du rouge au noir, 1998, 60 ff, 250 fb.
- Le Monde Libertaire, Increvables anarchistes (1), 1998, 20 ff, 100 fb (*)
- Le Monde Libertaire, Increvables anarchistes (2), 1998, 20 ff, 100 fb (*)

(*) en co édition avec le journal Alternative Libertaire.

Éditions Alternative Libertaire

Journal belgo français, Alternative Libertaire est un mensuel indépendant, de critique sociale et de débats.

Exempt de toute prostitution publicitaire, nous refusons, de même tout subside d'État ou institutionnel tant nous sommes jaloux de notre indépendance et de notre liberté de parole.

Ancré dans le courant historique libertaire, Alternative Libertaire est au confluent des sensibilités anarchiste, d'écologie sociale, féministe et socialiste antiautoritaire. Nous sommes ouverts à toutes les démarches anti capitalistes et émancipatrices de notre époque. Alternative Libertaire se veut une agora, un espace de discussions entre tous les individus et les collectifs qui se retrouvent dans le large mouvement multiforme de celles et ceux qui refusent la loi cannibale de l'argent et la bêtise des "pouvoirs".

De par ses choix, Alternative Libertaire ne vit que par la volonté agissante d'une poignée d'activistes et le soutien, indispensable, de plus d'un millier d'abonné(e)s.

Chaque abonnement que nous recevons est à la fois un signe d'encouragement et la base matérielle indispensable à notre développement autonome. Alors, si comme nous vous pensez qu'en cette période de confusion idéologique aucune des vérités toutes faites du passé ne produira d'autres futurs. Si vous avez envie d'échanger, de communiquer, de dialoguer, de polémiquer, d'éclairer l'action par la réflexion... n'hésitez pas, demandez nous un exemplaire gratuit!

Alternative Libertaire

Un journal dissident pour des lecteurs différents

Boite postale 103 1050 Ixelles 1 Belgique

Tél 00.32.(0)2.647.98.01 Télécopie 100.32.(0)2.649.40.46

Internet <http://users.skynet.be/AL/> - Adresse électronique Roger.noel@skynet.be